

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 150. — 25 MAI 1963

COOPER dernier homme seul de l'espace

UNITE D'ACTION POUR FAIRE

ECHOUER LA CONTRE-OFFENSIVE

DU GAULLISME

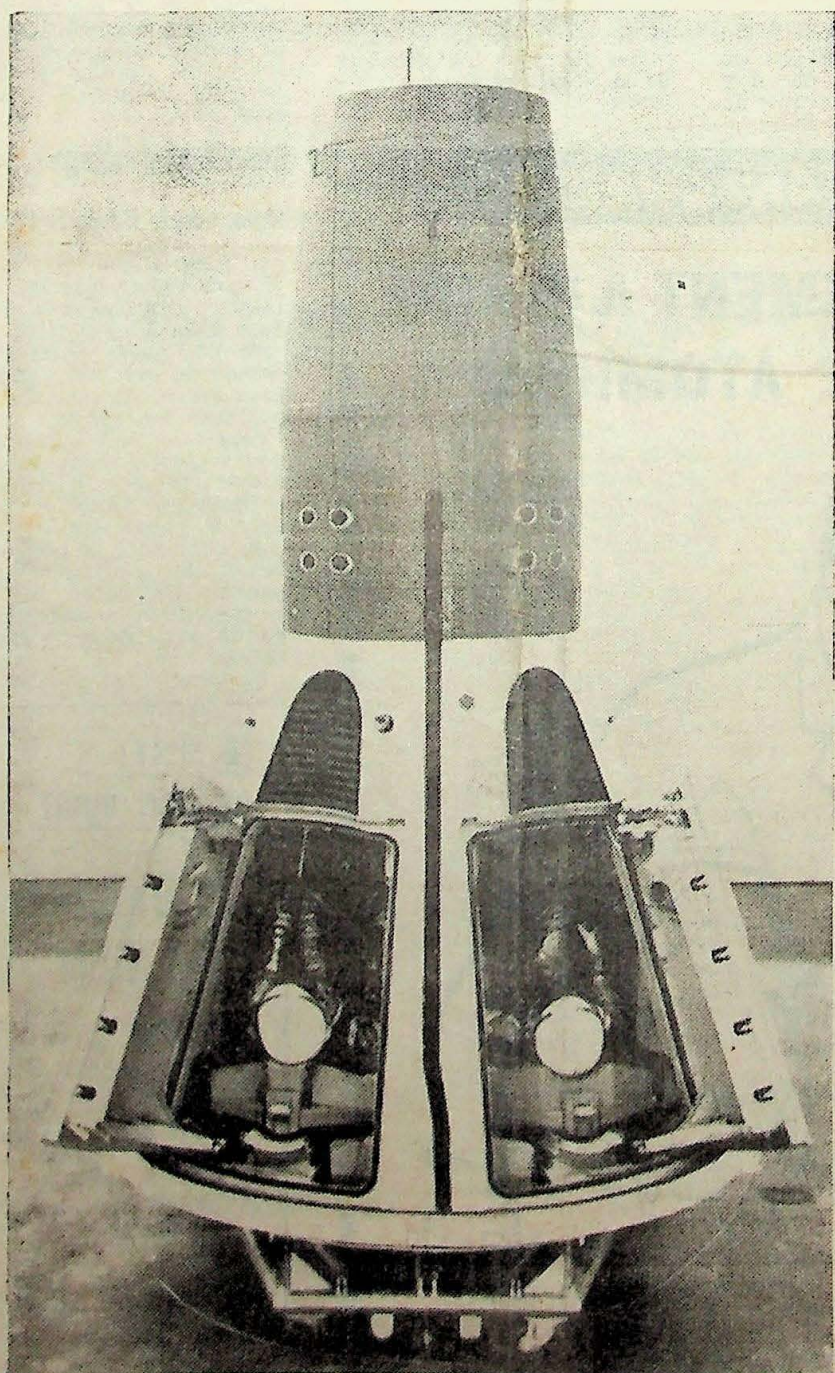


Photo Tribune

Après le vol réussi de Cooper, les Américains ont l'intention d'envoyer deux hommes dans le cosmos. C'est le projet Gemini (photo ci-dessus). Mais un fait domine toute l'actualité spatiale : le retard des Américains sur les Russes. A l'heure actuelle, on peut le chiffrer à quatre ans. Jacques Bergeal, journaliste scientifique, fait le point et nous expose (pages 6 et 7) les principales étapes de la prochaine conquête de la Lune.

Touchés par les grèves de mars le pouvoir et son parti préparent une série de mesures pour occuper tous les postes - clés de la vie nationale

(Page 3)

L'actualité sociale :

- GUERIGNY : Effort vers l'unité.
- ANGERS : Agitation et mécontentement.
- BASSES - PYRENEES : Le problème des Forges de l'Adour.
- SARTHE : Reconversion et catastrophe à Malpaire.
- CLERMONT - FERRAND : Grève dans le bâtiment.

Lire, pages 8 et 9, les dépêches de nos correspondants régionaux.

Jeunesse

Un directeur de maison de jeunes explique :

Il faut infléchir l'orientation des efforts pour servir réellement les jeunes

(Page 10)

A la suite de l'article sur le Comité central du P.C. publié dans notre dernier numéro, notre camarade Oreste Rosenfeld nous a adressé une lettre que nous estimons de nature à intéresser nos lecteurs par les précisions qu'elle apporte.

A propos de l'attitude du parti communiste français

DANS son excellent article « Quelques précisions et beaucoup d'immobilisme au Comité Central du Parti Communiste Français », Jean-Marie Vincent a souligné, avec juste raison, le fait que le P.C., désireux de créer un très large regroupement politique se prononce contre des nationalisations nouvelles à inscrire dans le programme commun.

Je voudrais rappeler à ce sujet (pour ceux qui l'ont oublié et surtout pour ceux qui ne le savent pas) que cette attitude du P.C. n'est pas nouvelle. Elle était exactement la même en 1935 lors de l'élaboration du programme du « Rassemblement Populaire ». Aux réunions de la Commission qui préparait ce programme, les communistes ont énergiquement soutenu les radicaux.

Ils se sont opposés catégoriquement à ce que le programme électoral du « Rassemblement » et par conséquent le programme du « gouvernement de Front Populaire » qui devait sortir de ces élections comprennent des mesures de nationalisation proposées par les socialistes. C'est pourquoi ce programme n'a prévu que l'établissement de la Banque de France, la nationalisation, sous forme de société mixte, du réseau des Chemins de Fer, ainsi que la nationalisation non pas des usines mais des ateliers travaillant pour la défense nationale, les autres ateliers de ces usines restant « libres ».

C'est cette attitude des communistes et des radicaux qui a limité l'action du gouvernement Léon Blum à des réformes sociales, certes, très importantes (la semaine de 40 heures, les congés payés, les conventions collectives, l'augmentation générale des salaires, l'Office du Blé — qui n'était pas celui, hybride, d'aujourd'hui — etc.) mais qui ne débouchaient pas sur des réformes de structures et ne s'attaquaient pas au système capitaliste lui-même.

Il faut reconnaître que l'attitude du P.C. avait, à l'époque un semblant de justification. Il s'agissait tout d'abord de procéder à un très large regroupement contre le fascisme menaçant. Mais le P.C. avait aussi une autre conception. Il escomptait certes, la victoire du Rassemblement Populaire, mais il espérait la formation d'un gouvernement présidé par un radical. Le fait que le suffrage universel a porté au pouvoir le chef des socialistes a déçu et irrité Staline... et ses fidèles en France. C'est ce qui explique certaines péripéties du Front Populaire entre 1936 et 1938.

Mais le fait que l'action du gouvernement Léon Blum devait se limiter à des réformes sociales, bien que substantielles pour la classe ouvrière, frappait celle-ci d'une certaine faiblesse et ne permettait pas de porter un coup décisif au capitalisme.

Que les communistes français reprennent aujourd'hui la même attitude qu'en 1935 est encore plus redoutable. La situation n'est plus la même. Il n'existe plus en France de parti radical digne de ce nom. D'ailleurs, il ne faut pas oublier que même les radicaux de 1936 ont, deux ans après, soutenu la politique antionnivrère et réactionnaire d'Edouard Daladier (les décrets-lois de 1938, le refus d'amnistier et de réintégrer les ouvriers ré-

voqués et licenciés en janvier 1939, etc.).

Dans ces conditions l'absence de mesures socialistes dans un programme commun ne peut pas fournir une plate-forme solide pour la lutte contre le régime. Une semblable « coalition » serait très précaire. Même si elle réussissait à « renverser » le régime — ce que je ne crois pas — sa victoire serait sans lendemain. Elle n'ouvrirait en France qu'une période politique agitée et instable sans aucune perspective sociale.

Par contre l'unité politique des travailleurs — ou à défaut, une coalition des partis socialistes et communistes, appuyée sur le syndicalisme réunifié — ayant un programme politique et socialiste précis est capable, par son dynamisme d'entraîner derrière elle (et même autour d'elle) de larges couches paysannes et petites-bourgeoises.

Ainsi la lutte contre le régime gaulliste conjuguée avec le combat contre le système capitaliste de production aurait de plus grandes chances de triompher du régime actuel et de fonder les assises de la démocratie politique et économique nécessaires pour la transformation socialiste de la France.

Avec mes salutations socialistes.

Oreste Rosenfeld

Le respect s'en va

Le respect de qui? Eh bien! ce ne peut être dans la France gaullienne que le respect du chef de l'Etat. A preuve, c'est qu'il y a actuellement cent cinquante poursuites engagées pour « offense » à l'égard de ce dernier contre des journalistes de droite et de gauche.

Le plus drôle, c'est qu'en soixante-dix ans, la III^e République n'a connu que quatre inculpations pour ce motif. Il n'y en eut pas sous la IV^e, qui était, il est vrai, un régime décadent.

On voit que la V^e n'en est pas à un record près et qu'elle s'y connaît dans l'art d'embêter les journaux qui ont leur franc-parler (et qui, heureusement, malgré les tracasseries du pouvoir, sont encore nombreux).

Publicité et politique

Publicité pour le whisky Y, lue dans l'Espresso: l'on voit écrit, sur le fond d'un gigantesque képi à deux étoiles, ce qui suit: Il est un général... qui doute de la maturité et de la compétence des Anglais pour l'intégration européenne... Mais personne ne peut douter de la parfaite compétence des Anglais pour le Scotch Whisky... et les Anglais préfèrent le whisky Y.

Guy Mollet pour la dictature du prolétariat

Vous ne le saviez pas ou vous l'aviez oublié. Or, il y a en France un partisan de

la « dictature du prolétariat ». Cet homme, c'est Guy Mollet, le héros d'Alger et de Suez, celui-là même qui céda devant les ultras le 6 février 1956, celui-là même qui alla chercher de Gaulle à Colombey en 1958.

Est-ce bien sérieux, demandera-t-on? Il faut croire à ce sujet ce qu'en dit Maurice Thorez, qui affirmait au dernier comité central du P.C. la nécessité d'instaurer « dans une forme déterminée, cette dictature temporaire du prolétariat, indispensable, comme l'a répété à diverses reprises Guy Mollet, pour assurer le triomphe du socialisme sur les anciens exploités. »

Cette référence d'un vieux leader à un leader à peine moins vieux ne nous impressionne pas. Nous savons qu'historiquement, la « dictature du prolétariat » a été en fait la dictature du secrétariat, sinon celle du premier secrétaire. Nous sommes d'accord avec ce qu'en dit Jean Dru dans « La Paix Démocratique »:

« Doctrine inadéquate à l'éducation historique de l'Occident, la dictature du prolétariat est un obstacle majeur pour la formation d'une volonté collective de toute la gauche... »

« Dictature? non, le terme est frappé du sceau des bourreaux. »

Il n'y a pas que les Grecs

Dans le communiqué officiel publié le 19 mai, les gouvernants de Paris et d'Athènes se disent animés « du même respect pour la dignité de l'homme et de la même foi dans les principes de la liberté et de la démocratie. »

« L'Humanité » du lendemain, sous la plume d'Yves Moreau, souligne que: « le soutien qu'au nom de tels mensonges le général de Gaulle vient d'apporter aux modernes tyrans d'Athènes, geôliers des meilleurs fils du peuple grec, demeurera sans doute l'aspect le plus déplorable de sa visite. » Soulignons à notre tour, puisque Yves Moreau ne l'a pas fait, que ce soutien n'a rien d'étonnant.

Les gouvernants français ne sont-ils pas eux-mêmes les geôliers des meilleurs fils du peuple français?

Ce ne sont pas Jean-Claude Paupert, Gérard Meier, Kazmirziak, les Brochier, Claudie Duhamel, Noël Faurelière, Francis Jeanson et les autres anticolonialistes, encore en prison ou en exil pour avoir aidé le peuple algérien à se libérer, qui diront non.

Au diapason du talent

Le jury du Festival d'Enghien (Grand Prix de la Chanson inédite) a attribué son « diapason d'or », samedi dernier, à un jeune auteur-compositeur-interprète, Eric Charden, dont le talent très personnel et l'inspiration poétique tranchent sur la sous-production des fabricants de couplets sur mesure. Ce prix va ouvrir au lauréat les portes de la télévision (« Rendez-vous junior » du 30 mai) et de la radio. Eric Charden a 20 ans. Ecoutez bien « Le printaniste », la chanson qui lui a permis de triompher à Enghien. Vous y reconnaîtrez la marque d'un auteur dont on n'a pas fini de parler... à condition que les petits cochons des maisons de disques ne le mangent pas.

Des sous Charlot!

« Alger-Républicain » du 17 mai, signale que des centaines d'enseignants français servant en Algérie « ne sont pas payés ou très peu depuis de nombreux mois. » Leur paiement incombe aux autorités françaises.

Sera-t-on aussi négligent pour répartir entre M. Borgeaud et ses pareils les 20 milliards d'anciens francs dont le gouvernement français a amputé le budget de la « coopération » pour pouvoir les indemniser des « préjudices » occasionnés par la saisie de leurs exploitations?

LE BILLET DE JEAN BINOT

LACONISME ATHÉNIEN

Environné de cinq mille flics et survolé par un hélicoptère, l'Invincible a conquis la Grèce et, surpassant Démosthène, il a discoursé sur l'Agora mais depuis la tribune du Parlement.

Ayant dit, il a saisi d'une main ses lunettes, certain papier de l'autre, et livré sa pensée suprême dans la langue du pays: « La séance est levée. »

Il n'était que trop vrai depuis qu'il règne, il est désormais proclamé par lui que lorsqu'il a parlé tout humain doit se taire.

Assemblées et sénats, et vous aussi conciles, silence! Le général a dit: la séance est levée.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

POMPIDOU AU PARLEMENT A PLAIDE POUR LA BOMBE ATOMIQUE



L'opinion publique sait enfin que le régime gaulliste préfère les investissements, à usage mortel et à bénéfice élevé pour les industries, aux investissements pacifiques, profitables à notre humanité.

DURCISSEMENT DU RÉGIME ?

L E régime gaulliste avait dû reculer devant la grève des mineurs. Si les forces politiques de l'opposition avaient été capables d'exploiter cette situation, ce recul se serait transformé en une lourde défaite.

Chacun sait cependant qu'il n'en a pas été ainsi. Le régime a accusé le coup. Puis il a récupéré. Et maintenant il passe à nouveau à l'offensive.

Cette offensive se déroule sur toute une série de plans.

1) Le congrès de l'U.N.R. a évoqué fâcheusement les assises d'un parti unique par son ton agressif et sa condamnation brutale de toutes les autres formations politiques.

2) Le projet de réforme du Conseil d'Etat qui est actuellement étudié exprime la volonté du Pouvoir de limiter au maximum les contrôles juridiques qui s'exercent sur son activité.

3) Le prochain limogeage du président des Charbonnages et du directeur général d'E.D.F. amorce une nouvelle course aux

places. Le gaullisme veut contrôler plus directement les centres de décision : il va mettre ses hommes à tous les postes-clés.

4) Enfin l'aspect nationaliste de la politique étrangère du général de Gaulle s'est aggravé. Le voyage en Grèce a été pour lui une nouvelle occasion de faire apparaître la possibilité d'un leadership français en Europe.

Ainsi s'accroissent les traits autoritaires, technocratiques et chauvins d'un régime qui se croit à nouveau solide et assuré de sa survie. Pompidou et Debré se livrent déjà le match qui doit ouvrir à l'un ou à l'autre le chemin de l'Elysée !

Devant cette situation l'opposition ne doit pas demeurer sans réaction. La grève des mineurs a montré que c'est sur le terrain social que le régime est le plus vulnérable. C'est sur ce plan que la coalition des forces populaires peut être le mieux et le plus rapidement soudée. Si les « ouvertures » du dernier congrès de la C.G.T. sont encore insuffisantes, si certains problèmes — posés notamment par Pierre Le Brun — demeurent sans réponse, il n'en est pas moins

vrai que l'évolution générale que traduit ce congrès est positive.

Il faut se saisir de ces aspects positifs pour resserrer les liens tissés au moment de la grève des mineurs et préparer de nouvelles batailles qui aient pour buts non seulement l'amélioration des traitements mais la réduction de la durée du travail et l'extension du salaire mensuel garanti.

Il faut également se préparer à la discussion du nouveau plan. Cette discussion ne doit pas simplement se dérouler dans le cadre du Parlement. Il faut la porter devant le pays et opposer aux objectifs de la technocratie capitaliste des objectifs qui ouvrent la voie à une transition vers la démocratie socialiste.

La force du régime — nous ne le répéterons jamais assez — vient de ce qu'aucune solution de rechange n'apparaît possible, à court terme, c'est cette solution qu'il faut faire surgir à travers la discussion d'un programme mais aussi à travers les luttes pour la réalisation de ce programme.

Gilles Martinet.

L'ENVERS DU DÉCOR DE GRÈCE :

UN RÉGIME QUI S'APPARENTE A CELUI DE FRANCO

A l'heure où le général de Gaulle fait au monarque grec « une visite d'amitié », combien de gens savent que le peuple grec vit sous un régime qui s'apparente à celui de Franco ou de Salazar ? Le général de Gaulle, venu dans ce pays pour y trouver les vestiges de la pure civilisation, s'est-il rendu compte que les libertés sont foulées aux pieds dans ces lieux qui furent le berceau de la démocratie ? A-t-il visité, au pied des grandes œuvres d'art d'autrefois, les sinistres prisons d'aujourd'hui où, depuis 18 ans, sont enfermés hommes et femmes pour leurs actes héroïques de Résistance, pour leurs opinions ou pour « raisons d'Etat » ? Le général de Gaulle a pu apercevoir en débarquant à Athènes le déploiement policier qui veille sur sa sécurité comme l'appareil gouvernemental surveille le peuple grec depuis 18 ans.

Depuis 18 ans, ce peuple vit un long drame où sont piétinées les données les plus élémentaires de la morale, où les libertés essentielles sont abolies, où des femmes et des enfants souffrent et où le mot démocratie a perdu son sens dans le pays qui le vit naître.

« Une constitution parallèle »

A côté de la constitution démocratique qui peut être considérée comme une charte se rapprochant du type classique des régimes parlementaires, il existe en Grèce ce que l'on pourrait appeler une constitution parallèle, qui l'emporte sur la première. Les lois n'ont qu'un but : neutraliser les adversaires politiques du gouvernement en les marquant du sceau d'espionnisme communiste et les livrant à l'arbitraire des tribunaux militaires. Plus particulièrement, cette para-constitution est formée des lois d'exception avec force de règles constitutionnelles qui suspendent les garanties individuelles dès qu'on quitte le champ des

débats de droit commun pour entrer dans celui de la politique. La principale mesure instituée par cette constitution est la déportation par voie administrative de toute personne qui, de l'avis des services de la sûreté, mettrait en danger l'ordre public.

Une autre institution qui viole la liberté de pensée et d'emploi est celle des fameux « certificats d'opinions sociales » ou « certificats de civisme ». Pour être admis à la fonction publique, dans les municipalités, les banques, les entreprises d'utilité publique, pour être élu à la direction d'une coopérative ou y trouver un emploi, il est nécessaire de présenter un certificat de civisme. A l'origine, il s'agissait d'une déclaration attestant que l'intéressé n'était pas communiste, mais, dans la pratique, on a fini par exiger un certificat à tout propos, comme par exemple pour se faire inscrire comme étudiant à l'université, pour obtenir un permis de conduire ou pour ouvrir un bureau de tabac.

L'institution des « certificats de civisme » constitue le plus puissant

moyen de pression sur le peuple. Un tel certificat est indispensable pour qui a besoin de gagner son pain en travaillant en Grèce, ou mieux en cherchant du travail à l'étranger. En effet, il faut un certificat de civisme pour faire viser un passeport. A la suite du chômage et du sous-emploi, 60.000 Grecs (soit 78 % de l'excédent annuel des naissances) se voient obligés de quitter chaque année le pays à la recherche de travail.

En prison depuis 18 ans

Si l'on meurt encore à Madrid, des hommes agonisent aussi dans les prisons grecques. Quatre prisonniers « politiques », enfermés depuis 18 ans, sont morts en novembre 1962.

Aujourd'hui, il reste plus de 1.200 détenus politiques. La plupart se trouvent en prison depuis 18 et même 19 ans.

100.000 combattants de la Résistance sont passés en jugement. 70.000 ont été emprisonnés ; le nombre de

ceux qui ont été exécutés reste inconnu.

Sur les 1.200 détenus, 617 ont été condamnés pour des délits commis pendant l'occupation (attaque contre des convois allemands, etc.), 44 autres ont été condamnés pour leur participation à la guerre civile et 70 prisonniers politiques condamnés pour « espionnage ».

Malgré la dissolution du camp d'Aghios-Efstratios, la déportation par voie administrative de toute personne qui, de l'avis des services de sûreté, mettrait en danger l'ordre public, est maintenue, et avec une simple décision policière, n'importe quel citoyen peut être envoyé en déportation pour deux ans et, après décision de la chambre de mise en accusation, la déportation peut être prolongée pour deux années encore.

En dehors de cela, onze parmi les cinquante départements de la Grèce, c'est-à-dire les départements du Nord, plus la moitié de l'île de Corfou, sont proclamés zone surveillée et les habitants de ces régions peuvent être déportés pour une période allant jusqu'à cinq ans, sur simple décision des autorités militaires.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX DE LA PAIX

Dimanche se sont tenus, au stade de Saint-Ouen, les Etats Généraux pour le désarmement. Ces Etats Généraux, préparés sous l'égide du Mouvement de la Paix et du parti communiste, avaient rassemblé un nombre important de personnalités diverses. On a, bien sûr, et à l'unanimité, voté des textes qui demandent un désarmement général et l'arrêt des expériences nucléaires. Tout ceci est resté bien vague et platonique. Ce n'est pas en faisant des campagnes de signatures ou d'affichage que l'on parviendra

à une solution du problème. Comme le soulignait ici Gilles Martinet, la meilleure solution n'est pas de rassembler des forces de gauche autour du P.C. sous de vagues objectifs, mais de travailler d'abord à un programme concret et commun minutieusement préparé. A l'heure actuelle, le P.C. et la S.F.I.O. semblent plus tentés par une coalition du type électoral que par le Front socialiste. L'échec de 1936 semble bien s'être effacé de beaucoup de mémoires.

M. J.

Les syndicats sont soumis à une surveillance policière. Quand un candidat aux élections syndicales n'est pas du goût de la police, il est simplement arrêté et déporté.

Les autorités consacrent le principe que tout est permis contre les communistes, et il faut dire que les autorités considèrent comme « communiste » tout citoyen démocrate ou simplement partisan d'un des partis de l'opposition.

Ce rapide survol de la Grèce d'aujourd'hui nous permet de dire que ce pays n'a rien à envier à son sinistre homologue franquiste. Après sa visite en Grèce, le général de Gaulle se doit de rendre visite à son voisin Franco.

Dominique Laury.

Quasi-unanimité au Congrès de la C.G.T.

PRESQUE toutes les interventions au Congrès confédéral de la C.G.T. ont constitué une illustration du rapport inaugural de Benoit Frachon que nous avons brièvement analysé dans notre dernier numéro.

Les délégués ont évoqué les luttes revendicatives menées dans leur secteur et ont plus particulièrement mis l'accent sur tel ou tel thème : la paix, l'unité, etc. A noter l'importance des interventions sur les entreprises nationales que la C.G.T. considère comme livrées aux intérêts privés. Tel fut le sens des discours prononcés par Henri Martel, président de la Fédération des Cheminots, par le délégué Seguy, secrétaire général de la Fédération des Cheminots, par le délégué du syndicat d'Air France qui a expliqué que le pouvoir réparti « au profit des sociétés capitalistes

des lignes aériennes bénéficiaires, alors que sont laissées à la Société nationale des lignes déficitaires » et qui a demandé l'élimination des « représentants des intérêts capitalistes » des conseils d'administration, où ils devraient être remplacés par les délégués des syndicats et par des « représentants de la Nation ».

Trois voix discordantes se sont seulement élevées au cours du congrès : celle d'Aimé Pastre, secrétaire du syndicat des gardiens de prison, qui a repris les thèses du M.S.U.D. (Mouvement Syndical Uni et Démocratique) dont il est un des animateurs (et qui n'a recueilli que des applaudissements polis); une déléguée du syndicat de l'Enseignement technique de Loire-Atlantique qui a défendu les points de vue proches de ceux de la tendance Ecole Emancipée au

sein de la F.E.N.; enfin Pierre Lebrun qui a évoqué ses désaccords avec la majorité sur les problèmes de la planification démocratique et du Marché commun (dont il a souligné le caractère irréversible).

Seguy, le jeune dirigeant des cheminots (qui est aussi membre du Bureau politique du P.C.) avait lancé un appel public à Lebrun pour qu'il demeure membre du Bureau confédéral.

Dans son intervention, Pierre Lebrun a admis que « les points d'accord l'emportaient largement sur les points de désaccord ». André Berthelot a souligné de son côté que les points de vue de Lebrun, même lorsqu'ils n'avaient pas triomphé, « avaient enrichi la C.G.T. ». Par contre il a répondu à Pastre que les progrès de l'unité (les fonctionnaires F.O. admettant maintenant l'unité d'action) ne

devaient rien au M.S.U.D. Louis Saillant, qui représentait la Fédération syndicale mondiale, a rappelé qu'il avait signé il y a vingt ans, avec Henri Raynaud, André Tollet et Robert Bothereau, l'accord du Perreux qui rétablissait l'accord de l'unité syndicale. Il a critiqué vivement une récente déclaration de Bothereau qui mettait en garde les militants F.O. contre « le vertige de l'unité d'action ».

Peu de changements dans la composition du Bureau confédéral ont accédé notre camarade Marcel Duhamel. Outre Pierre Lebrun, a été également réélu notre camarade Schaeffer. André Berthelot fait toujours partie du Bureau bien qu'il ait démissionné du secrétariat de l'U.G.F.R. « pour des raisons personnelles ».

M. C.

AU PROCHAIN CONGRÈS NATIONAL DE LA S.F.I.O. (30 MAI - 2 JUIN)

Examen de conscience

et recherche de nouveaux partenaires

REGROUPER qui ? comment ? et pour atteindre quels objectifs ? Ces questions, qu'Edouard Depreux posait dans l'éditorial de notre précédent numéro, vont se trouver au centre des débats du prochain Congrès National de la S.F.I.O., qui va se tenir à la fin du mois. L'évolution du régime (qu'il n'était pourtant pas très difficile de prévoir), les résultats des consultations populaires de l'automne 1962, l'échec

du « cartel des non », le brusque changement de tactique électorale entre les deux tours de scrutin au mois de novembre dernier, ont conduit militants et dirigeants de la S.F.I.O. à une sorte d'examen de conscience. Celui-ci a été amorcé à l'occasion d'une conférence nationale comportant une confrontation sans décision d'aucune sorte. Il va se poursuivre à l'occasion du congrès, et probablement au-delà. A la veille de cette réunion, nous voudrions tenter de faire brièvement le point.

Il convient d'abord de constater qu'il est difficile (probablement aussi pour les dirigeants de la S.F.I.O.) d'apprécier la force respective des différents courants, même simplement de distinguer avec netteté leurs divergences. Les débats et les votes du congrès nous éclaireront peut-être davantage. Aussi ne nous attarderons-nous pas, pour l'instant, à cet aspect des choses.

Plus intéressantes nous paraissent les principales thèses exposées dans un texte intitulé « tactique et structures », adopté par une très forte majorité du comité directeur contre une minorité réduite à trois voix (dont celle de Defferre).

Opposition au gaullisme

On y trouve tout d'abord l'affirmation que les reculs du parti ne tiennent pas seulement à des circonstances passagères et aux méthodes gaullistes, mais aussi à des causes internes de faiblesse et à des erreurs politiques. On peut bien dire, sans forcer les choses, que certains paragraphes de ce texte, quelles que soient les précautions de style, ont la valeur d'une autocritique. En voici les points essentiels :

1 « Notre participation à différents gouvernements de la IV^e République a été souvent mal comprise, notre parti apparaissant ainsi plus soucieux de défense républicaine que de rénovation. Elle a jeté un doute sur notre volonté de nous attaquer vigoureusement aux structures économiques du régime. »

2 « Nous nous opposons fondamentalement au régime instauré par le chef de l'Etat. Dans cette lutte, nous ne pouvons plus compter sérieusement sur la droite classique. L'échec du « Cartel des non » a montré que les coalitions trop larges n'étaient pas comprises. La plus grande partie de l'ancienne opposition de droite s'est d'ailleurs pratiquement ralliée au pouvoir dès le lendemain du scrutin. »

3 « Le piège qui nous est tendu depuis tant d'années et au nom duquel nous avons si souvent couru au secours de la République bourgeoise, parce que nous n'accepterions pas, même pour une tactique défensive, de nous coaliser avec les communistes, permettrait à la droite un triomphe facile et finalement sans concession... En l'état actuel des forces électorales, la gauche dé-

mocratique peut se trouver dans l'incapacité de réaliser son programme sans l'apport des masses communistes, ce qui fera le jeu de la droite, que celle-ci se présente sous sa forme classique ou fasciste. »

Nous aurions sans doute le droit de considérer que cette autocritique est incomplète et trop peu sévère. La politique algérienne de la S.F.I.O., le soutien au gaullisme en 1958 et dans les années suivantes, pour ne rien citer d'autre, méritaient assurément une condamnation plus formelle et plus nette.

Il reste que nous devons prendre acte de l'évolution marquée par ces textes et considérer surtout ce que se propose maintenant la S.F.I.O.

Celle-ci songe d'abord à modifier son organisation. Aucun choix n'est encore fait. Le problème est seulement posé : « Nous pensons que l'annonce d'une réforme profonde de notre parti dans tous les domaines, y compris sa structure, peut réveiller l'opinion et contribuer à la résurrection de la vie politique de ce pays. »

En second lieu, les grandes lignes d'un projet de programme sont présentées au congrès. Nous aurons l'occasion d'y revenir lorsqu'il aura été adopté dans sa forme définitive. Nous nous bornerons pour aujourd'hui à constater qu'il contient un certain nombre de réformes de structures économiques et sociales importantes.

Restent les objectifs tactiques plus proches.

Regroupement avec qui ?

On sait que la S.F.I.O. n'a pas voulu s'engager dans le « Comité d'étude et de liaison des démocrates » récemment constitué par les indépendants, les radicaux et les M.R.P. Ce refus se trouve confirmé : « Certains des dirigeants des partis politiques voisins semblent actuellement plus tentés par l'idée de créer un parti démocrate sans programme précis et sans consistance que par celle de participer à l'action d'une formation réellement socialiste. Nous ne saurions retenir une telle formule... Nous devons affirmer nettement qu'en cette seconde moitié du XX^e siècle, nul ne saurait se réclamer de la gauche s'il n'est réellement décidé à s'engager dans la voie de la démocratie socialiste. »

Vers qui, alors, la S.F.I.O. est-elle disposée à se tourner ? La question reçoit deux réponses :

1 « Un dialogue devra s'ouvrir entre les organismes nationaux de notre parti et un certain nombre d'hommes de gauche. Ceux-ci devront être choisis en fonction de leur orientation politique : adhérents des organisations voisines (P.S.U., indépendants de gauche, voire fraction minoritaire du M.R.P.), syndicalistes, coopérateurs ou membres des organisations spécialisées (U.N.E.F., C.N.J.A., etc.), ou même en dehors de toute organisation. »

On s'arrête évidemment sur la formule : « ENTRE LES ORGANISMES

NATIONAUX DE NOTRE PARTI ET UN CERTAIN NOMBRE D'HOMMES DE GAUCHE. » Cela signifie-t-il que le renouvellement politique et la formation d'un grand parti socialiste ne peuvent se faire, dans l'esprit des rédacteurs, qu'autour de la S.F.I.O., selon une formule employée récemment encore par Guy Mollet ? Ne s'agit-il de rien d'autre que de débâcher ici ou là des éléments neufs et dynamiques pour faire une opération de rajeunissement ou de requalification ? Ou s'agit-il d'aller plus loin et de constituer un parti vraiment nouveau ? Il va de soi que pour nous, en tant que P.S.U., ainsi que nous l'avons toujours affirmé, nous ne pourrions envisager une confrontation qu'entre organisations, de parti à parti.

Avec le P.C. : pas de négociation

2 En ce qui concerne le parti communiste, la tactique de la S.F.I.O., si elle est moins négative que par le passé, maintient le refus de discussions et de négociations avec lui. Elle est en effet ainsi définie : « La gauche démocratique ayant établi son programme et formé sa coalition, le P.C. se trouvera placé devant le choix entre deux attitudes : — ou bien renouveler les erreurs du passé en se maintenant dans une opposition qui en fait l'amènera à de nouvelles coalitions négatives avec la droite ; — ou bien soutenir une formation démocratique de gauche en tenant compte des progrès que celle-ci permettra de réaliser au profit des travailleurs et de la liberté. » Ce qui revient à dire que la S.F.I.O., si elle accepte de plus en plus d'envisager des coalitions occasionnelles ou électorales avec le P.C., n'envisage cependant pas avec lui une confrontation d'ensemble ; elle borne ses espoirs à obtenir de lui un simple soutien à un programme élaboré sans lui et à une coalition dont il ne ferait pas partie.

Telles sont les caractéristiques essentielles de la position de la S.F.I.O. d'après le texte le plus important soumis au congrès. Bien des questions, on le sait, demeurent posées : l'abandon de toute coalition centriste sera-t-il tout à fait net ? Jusqu'où ira la volonté de renouvellement ? Ne s'agira-t-il que d'une nouvelle version de tentatives antérieures pour faire de la S.F.I.O. le centre d'un regroupement ? Ou voudra-t-on aller jusqu'à une véritable novation ? Le P.C. ne sera-t-il considéré que comme un allié occasionnel pour les compétitions électorales ? L'évolution annoncée sera-t-elle accentuée et s'accompagnera-t-elle de changements dans les équipes de direction ?

Quelles seront les réactions des militants devant les initiatives de la majorité du comité directeur ? On verra si les débats et les décisions du congrès apporteront quelques précisions indispensables.

Offre exceptionnelle réservée à nos lecteurs amis des beaux livres moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec FACULTÉ DE RETOUR

- 1) - HISTOIRE ILLUSTRÉE de la RUSSIE de Carmichael relié format 24x31 300 documents en noir, 36 en couleurs. 25 F au lieu de 60 F
- 2) - AUJOURD'HUI LA CHINE par P. Gascar (préf. de Claude Roy) format 22x28, couverture rigide laquée, 142 docum. au lieu de 40 F en noir, 9 pages 19,50 F en couleurs.
- 3) - LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVII^e SIÈCLE par Huttinger 22x30, couverture rigide laquée, 72 docum. au lieu de 46 F noir, 24 en couleurs.
- 4) - HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE FRANÇAISE des origines à nos jours par Marcel Rousselet, premier Président de la cour d'appel de Paris. 2 vo. 2212x, 28 1/2 (plus de 1 000 pages) les 2 volumes brochés: 48 F au lieu de 175 F (reliés)
- 5) - LE THÉÂTRE des origines à nos jours par L. Moussinac format 22x27 436 docum. en noir, 15 pages couleurs. 29,50 F au lieu de 75 F relié toile.

BON à adresser à la Librairie Pilote 30, rue de Grenelle - Paris 7^e

Veuillez m'envoyer les ouvrages N° pour un montant total de F.....

Ci-inclus en un chèque postal joint à votre compte n° 1390531 Paris chèque mandat.

Nom.....

Profession.....

Adresse.....

Maroc : ECHEC DU ROI

A PROPOS DU PARTI UNIQUE

MAIS LA PARTIE N'EST PAS JOUÉE

RECUL du pouvoir personnel ! Victoire de la démocratie ! Tels sont les premiers commentaires sur les élections marocaines.

Elles sont en effet, pour Hassan II, un échec. Brillant élève de notre général, le roi du Maroc avait doté son pays d'une constitution gaullienne. Maître réel du gouvernement, il s'était trouvé un Pompidou en la personne de M. Guedira. Il s'était forgé son U.N.R. en créant le F.D.I.C. (Front de Défense des Institutions Constitutionnelles) que les Marocains appellent plus simplement — et plus justement — « le parti du roi ».

Mais le monarque a surestimé son prestige et celui de ses serviteurs. Il n'a pas pu, comme son modèle de Paris, utiliser tout l'arsenal de l'abêtissement scientifique. La télévision n'existe guère au Maroc et le nombre élevé des analphabètes constitue un obstacle au développement d'une publicité de masse. Faute de pouvoir s'adresser à tous par les haut-parleurs de l'Etat, les hommes du régime ont dû affronter dans des batailles locales des adversaires souvent bien implantés.

Ils ont alors pu mesurer l'exiguïté de leur base sociale. Représentants de la bourgeoisie mercantile « moderne », associée au néo-colonialisme, ils se sont heurtés dans les villes aux masses populaires de l'U.N.F.P. et dans les campagnes aux traditions religieuses et agrariennes de l'Istiqlal.

Contrairement à son attente, le F.D.I.C. n'a pas obtenu la majorité absolue — même s'il la retrouve après coup en racolant quelques indépendants. Camouflet plus grave encore : six ministres sur huit ont été battus.

Pourtant la partie est loin d'être jouée. Le néo-colonialisme a perdu une bataille en s'aventurant à découvrir. Il va se chercher maintenant une base plus large dans deux directions : d'une part en enrôlant dans le F.D.I.C. une partie du sous-prolétariat constitué par la masse flottante des chômeurs (l'élection de Guedira dans le quartier le plus pauvre de Casablanca en est un exemple) ; d'autre part, en essayant d'amener à lui les couches paysannes influencées par l'Istiqlal.

Les succès de la gauche, représentée par l'U.N.F.P., dans toutes les grandes villes peuvent effrayer les deux courants de la réaction (l'ancien et le nouveau) au point de leur faire oublier leurs divergences. Un regroupement de la droite et un durcissement du régime sont dans la logique des choses.

Quant à l'Union nationale des Forces populaires, son succès est incontestable. Elle n'est certes encore, avec une trentaine d'élus, que le troisième parti du Maroc. Mais le prolétariat urbain lui accorde une confiance massive et elle commence à mordre dans les campagnes.

Aussi quelques-uns parlent-ils déjà d'un « gouvernement d'union ». Dans les conditions actuelles, ce serait pour la gauche une erreur fatale. A moins d'obtenir des garanties peu vraisemblables sur la politique sociale et économique, elle ne ferait que se

Le parti communiste, dans son désir de sortir de l'isolement et de constituer un « large front unique », s'efforce de prodiguer les assurances pour désarmer les méfiances de ses éventuels partenaires. Staline, décidément voué au rôle de bouc émissaire, vient de se révéler fort utile pour ce genre d'opération.

Dans le discours qu'il a prononcé devant le dernier comité central, Maurice Thorez s'est attaché notamment à démontrer que le parti communiste n'a pas pour le système du parti unique l'attachement doctrinal qu'on lui suppose généralement, en considération de ce qui se passe en Union soviétique ou dans les « démocraties populaires ». Voici, selon l'*Humanité*, les termes de sa tentative de mise au point :

« Staline eut le tort de théoriser ce qui n'avait été que le résultat des circonstances pour définir la nécessité, l'obligation de l'existence du seul parti communiste dans l'œuvre de construction du socialisme. Nous avons une autre conception, plus conforme à celle de Lénine. Il faut certes un mouvement de masses puissant comme l'a été le mouvement des ouvriers et des paysans russes en 1917, et un parti communiste qui aide, qui guide, qui oriente, qui joue un rôle décisif ; mais il peut jouer ce rôle en collaboration et dans l'union avec d'autres partis, d'autres groupements démocratiques. D'ailleurs la fausse théorie de Staline a reçu le démenti des faits dès 1945 : à partir du moment où se constituaient des gouvernements démocratiques comprenant des communistes et des représentants de plusieurs autres partis. »

D'inquiétantes références

Voilà une présentation des choses qui risque fort de faire manquer à Maurice Thorez le but qu'il semble vouloir atteindre. De toute évidence en effet, il fait allusion à la situation de certaines démocraties populaires : la Pologne, où existe un parti paysan à côté du parti ouvrier ; la Tchécoslovaquie, où l'on ne compte pas moins de quatre partis non communistes ; l'Allemagne de l'Est, avec un parti libéral démocrate et un parti chrétien-démocrate ; sans parler de la Chine. Mais qui peut ignorer de quelle manière, dans ces régimes les puissants partis communistes ont conçu leur « rôle décisif de guide, qui aide et qui oriente » ? Qui peut ignorer que les partis non communistes ont été préalablement soumis à des épurations ?

Si Maurice Thorez veut être plus convaincant, il devrait choisir d'autres références. Les précédents qu'il cite sont plus inquiétants que rassurants.

Au reste, nous ne sommes pas aussi sûrs qu'il paraît l'être que Staline soit le seul à avoir « théorisé » le système du parti unique. Interrogé sur ce point, en mai 1956, par une délégation dont nous faisons partie, Khrouchtchev nous fit une réponse que nous avons du mal à distinguer de celle de Staline : la pluralité des partis ne se conçoit que dans une société divisée en plusieurs classes ; mais il va de soi que dans une société sans classes il ne peut y avoir qu'un seul parti.

R. V.

EFFORTS VERS UN REGROUPEMENT AU CONGRÈS DE LA GAUCHE EUROPÉENNE

LE regroupement des forces de gauche en France a été le thème le plus souvent évoqué au congrès de l'organisation française de la gauche européenne, qui a tenu ses assises samedi et dimanche, à Paris. Parmi les nombreuses personnalités qui sont intervenues, notons principalement Guy Mollet, Gérard Jaquet, François Mitterrand, Georges Brutelle et Pierre Naville.

Guy Mollet déclare, au sujet de la politique européenne du général de Gaulle : « Si de Gaulle réussit dans sa politique dite européenne, il fera disparaître le peu que les véritables Européens avaient réussi à mettre sur pied. »

François Mitterrand estime qu'il importe de regrouper tous les démocrates de gauche. Cela doit être une règle d'or. Il ajoute : « Il n'y a de regroupement que dans l'opposition. Il n'y a pas de dialogue possible avec ceux qui soutiennent le régime actuel. La gauche, forte, unie, fraternelle, doit comprendre que le pouvoir, pour la première fois depuis 1789, fonde notre société politique sur des principes opposés aux conquêtes que l'on croyait définitives. »

Gérard Jaquet évoque lui aussi le regroupement des forces de gauche. Il estime que la jeunesse pourrait jouer un grand rôle dans ce regroupement si on lui montrait que l'union des gauches était réalisable immédiatement.

« Les communistes, a ajouté Gérard Jaquet, restent très loin de nous, mais ils évoluent. Nous avons des divergences sur les problèmes de la démocratie. Mais si le parti communiste souhaite appuyer une expérience de caractère socialiste, nous serons d'accord. Nos intérêts seront convergents malgré nos différences de vues. »

Notre camarade Pierre Naville déclare qu'il ne faut pas exclure à

l'avance les contacts avec les communistes. « Le mouvement communiste occidental se trouve dans une situation ambiguë. Si notre rassemblement ne débouche pas sur une opération plus vaste, nous resterons une organisation intermédiaire incapable de s'opposer au régime. »

Soulignons la déclaration d'un responsable de la jeunesse de la gauche européenne qui critiqua les orateurs qui refusent les contacts avec les communistes. « Il y a en France cinq millions d'électeurs qui votent communiste. Plus de la moitié sont récupérables, et refuser la discussion serait une grave erreur. »

La motion votée par le congrès demande à la gauche européenne : « De préparer les conditions d'un mouvement de démocratie socialiste apparaissant comme le nécessaire et prochain héritier du pouvoir afin d'ouvrir les voies sur le socialisme. »

Ainsi se dessine nettement une tendance dans la S.F.I.O. pour un rassemblement des forces de gauche et, semble-t-il, pour un abandon des combinaisons centristes. Quel contenu sera donné à ce rassemblement ? Attendons le prochain congrès de la S.F.I.O. qui nous éclairera dans ce domaine. Reste qu'une évolution « à gauche » gagne du terrain à la S.F.I.O. ; saura-t-elle donner une nouvelle impulsion à la direction, ce qui permettra une action commune ? Attendons avant de nous prononcer !

D. L.

Manuel Bridier.

compromettre et se couper des électeurs populaires.

De toute façon, quelles que soient les solutions provisoires adoptées, c'est de l'éveil du monde paysan que dépendra demain l'avenir du Maroc. Si les dirigeants de l'U.N.F.P. savent l'entraîner avec eux, si le prolétariat agricole prend conscience de sa solidarité avec le prolétariat des villes (et l'exemple algérien peut l'y aider) alors — mais alors seulement — le néo-colonialisme sera battu.

E. Depreux, secrétaire national, a envoyé la lettre ci-dessous aux camarades Bouabib et Ben Barka, Union nationale des forces populaires à Casablanca (Maroc).

« Je tiens à vous adresser, en mon nom personnel et au nom du P.S.U., au sein duquel vous comptez de nombreux amis liés à vous par des souvenirs de luttes communes pour l'indépendance de votre pays, condition préalable mais non suffisante de l'émancipation des travailleurs marocains, mes chaleureuses félicitations pour les très beaux résultats que l'U.N.F.P. a obtenus aux élections législatives. »

« Nous avons suivi la campagne avec un vif intérêt. Nous n'ignorons rien des conditions dans lesquelles s'est déroulée cette campagne, ni les difficultés exceptionnelles auxquelles vous êtes heurtés. Aussi avons-nous salué avec une joie particulière vos nombreux succès, notamment à Casablanca et à Rabat. Bravo pour vos élections personnelles et pour celle de Mehdi Alaoui à Salé. »

« Croyez, mes chers camarades et amis, à l'assurance de nos sentiments les plus cordiaux. »

TRIBUNE SOCIALISTE

fait profiter ses lecteurs amis des beaux livres d'une affaire exceptionnelle

en leur offrant pour **29,50^F** au lieu de **75^F**

LE THÉÂTRE DES ORIGINES A NOS JOURS dans sa magnifique édition reliée toile, sous emboîtement, illustrée de 438 documents en noir et 15 p. couleurs.

On sait quelle autorité Moussinac représente en matière de Théâtre et de Cinéma. Son ouvrage, qui retrace l'évolution de l'Art Dramatique sous toutes ses formes (drame, comédie, ballet, opéra) et dans tous les pays, est un livre de fond pour toutes les bibliothèques, tant par la solidité de l'information, que par la prodigieuse richesse de l'illustration.

Une chance exceptionnelle nous permet d'offrir un petit nombre d'exemplaires neufs, au prix dérisoire de 29,50 F (plus 3,70 F pour envoi recommandé) de cet ouvrage, naguère vendu 75 F en librairie. Nous serons heureux d'en faire profiter, avec faculté de retour, les premiers lecteurs qui répondront à cette annonce en envoyant le bon ci-dessous à notre Service Littéraire Librerie Pilote, 30, rue de Grenelle Paris-7^e.

BON à adresser à LA LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris-7^e. Veuillez m'adresser, recommandé, LE THÉÂTRE de Léon Moussinac que je règle ci-joint 33,20 F (29,50 F + port 3,70 F) en un mandat chèque chèque postal (inclus) au compte Librerie Pilote CCP Paris n° 13905.31. Il est bien entendu que je garde la faculté de retourner l'ouvrage dans les 48 heures, et qu'en ce cas je serai immédiatement remboursé.

Nom T.S.

Profession

Adresse

CINE-CLUB "Tribune Socialiste"

Un projet, pour octobre, mais dont il faut commencer tout de suite à s'occuper :

Un Ciné-Club « Tribune socialiste ».

Cela demande des gens de bonne volonté qui aient un peu de temps à y consacrer. Que les camarades intéressés nous écrivent : Ciné-Club « TRIBUNE », 8, rue Henner, Paris-9^e. Naturellement, nous commencerons par la région parisienne, si la chose réussit, elle devra essaimer. Si vous n'avez pas de temps à consacrer à ce Ciné-Club, dites-nous si vous êtes « pour » et si, éventuellement, vous seriez prêt à assister aux séances (mensuelles au début).



5 ans et 384 fois

séparent Cooper

GORDON COOPER n'est plus qu'un nom dans l'histoire de la conquête de l'espace. Le nom d'un homme seul et courageux. Comme pour les 3 Américains et les 4 Russes qui l'ont précédé là-haut. Comme pour Lindbergh sur son avion, dont le voyage U.S.A.-France, il y a 36 ans, a duré à peu près autant que les 22 tours de Cooper autour du monde.

On attend maintenant les équipages cosmiques. Ce temps va arriver et il exige un entracte. Aussi bien chez les Russes qui n'ont rien lancé depuis Nikolaïev et Popovich en août 1962 que chez les Américains. Car on ne lance pas un équipage avec les mêmes cabines ni avec les mêmes fusées porteuses que pour un astronaute solitaire.

D'autant qu'il faut aussi allonger de plus en plus la durée de vol des astronautes — durée qui n'est pas encore supérieure à 4 jours (Nikolaïev).

Le prochain stade : un « rendez-vous » dans l'espace

L'avenir proche des expériences astronautiques est d'ailleurs parfaitement connu :

● On va essayer en premier lieu de réaliser des « rendez-vous » dans l'espace. Rendez-vous au cours desquels deux véhicules spatiaux, du type des satellites actuels, s'accosteront. La mise au point de telles opérations, nécessitant un équipage de deux hommes tant les difficultés sont grandes, est primordiale.

Sur le plan civil, elle permettra le ravitaillement, la réparation ou l'assemblage de véhicules spatiaux. Sur le plan militaire, elle visera à l'éventuelle destruction de satellites hostiles.

● Parallèlement à ces recherches, on approche assez vite des premiers lancements de planeurs cosmiques. Ce genre de véhicules — qui prendra primitivement le départ du sommet d'une fusée — sera capable d'atterrir n'importe où et sans parachute, grâce à un dispositif le faisant planer comme un avion.

Les Américains par exemple préparent deux appareils de ce type, assez différents d'ailleurs l'un de l'autre : le X20 — auparavant appelé Dyna-Soar et qui succédera au X15 bien connu — et le M2.

● Puis, dans un avenir beaucoup plus éloigné, le satellite sera en fait un véhicule pouvant soit démarrer d'un gros avion porteur, soit quitter le sol par lui-même sans l'aide d'une grosse fusée porteuse et atterrir également n'importe où en planant.

Les Etats-Unis notamment vont procéder à des expériences préliminaires avec le projet baptisé « Asset ». Son objectif est d'obtenir des renseignements précis sur les effets de la rentrée dans l'atmosphère à l'aide de 6 petits véhicules spatiaux ailés, pesant environ 500 kilos.

Il semble que les Russes travaillent eux aussi depuis longtemps à ce problème du satellite-avion. J'ai entendu moi-même il y a quatre ans le professeur Leonid Sedov évoquer la question. On avait même, en 1958, lors des atterrissages de Nikolaïev et Popovich l'année dernière, que ces cosmonautes avaient regagné la terre dans de tels véhicules. Mais il n'en était encore rien.

La mise au point du satellite-avion revêt beaucoup d'importance. Non seulement sur le plan du retour des voyageurs cosmiques, mais aussi pour la construction future d'avions sub-orbitaux commerciaux accomplissant par exemple le trajet Paris-New York en 1 heure.

Le retard des Américains

Cependant, un fait domine toute l'activité spatiale : le retard des Américains sur les Russes. Peut-on chiffrer en mois ou en années ce retard ? Oui, grâce aux « charges utiles » lancées par les uns et par les autres comme satellites artificiels de la terre.

A l'heure où nous écrivons ces lignes — en mai 1963 — les Américains n'ont pas encore satellisé des charges utiles de plus de 2 tonnes. Car la fusée Atlas-Score de 3.950 kilos satellisée tout entière le 19 décembre 1958 ne comportait

en réalité que 60 kilos d'instruments scientifiques, c'est-à-dire de charge utile.

Or, dès le milieu de 1958, les Russes satellisaient une tonne et demie.

Si bien qu'à l'heure actuelle, le retard des Américains est d'environ 4 ans. En 1962, les U.S.A. pensaient pouvoir satelliser 3 tonnes et demie avec la fusée Atlas-Centaure comportant un dernier étage à hydrogène liquide. Mais ce dernier n'a pu jusqu'à présent fonctionner avec succès au cours d'un vol. Toutefois, les fusées Titen III doivent permettre bientôt aux Américains de satelliser en basse orbite terrestre 4 tonnes de charge utile, poids dépassé par les Russes depuis le 15 mai 1960.

Le retard des U.S.A., qui date de 1957, n'est donc pas encore comblé en dépit d'un effort gigantesque du peuple américain tout entier, savants et industries d'une part, contribution financière d'autre part.

Car on peut dire qu'aux U.S.A. et en U.R.S.S., la plus grande partie des programmes industriels et militaires est basée maintenant sur une intense activité spatiale. Aux U.S.A., les sommes manipulées par l'industrie spatiale ne dépasseront-elles pas bientôt celles qui le sont par l'industrie automobile ?

On se prépare à débarquer sur la lune

Tous ces efforts immenses sont tendus vers la conquête de la lune dont l'exploration scientifique et le potentiel militaire sont aussi intéressants l'un que l'autre pour les deux nations géantes.

« Nous débarquerons là-bas en 1967, disent les Américains. Sinon, au plus tard en 1970. » Mais les plus grands experts internationaux en astronautique estiment que les Russes les devanceront et poseront le pied sur la lune avant cette date. Certains avancent même 1966.

Des deux côtés, les travaux entrepris dans ce but sont formidables. Certes, dans vingt ans, lorsque des navettes de l'espace accompliront souvent la liaison terre-lune, on dira alors d'un air blasé : « La distance terre-lune, ce n'est après tout que 384.000 kilomètres, soit 384 fois le trajet Paris-Nice. »

Mais en attendant l'aventure n'est pas facile. Elle nécessite bien plus d'efforts, de recherches, d'expériences et d'argent que la conquête de l'air par l'avion. Nous en sommes à l'heure actuelle dans ce domaine au stade où l'on se trouvait vers 1925 en aviation. Les astronautes russes et américains d'aujourd'hui sont les Pelletier d'Oisy, les Costes et Bellonte, les Lindbergh d'avant-guerre. Et maintenant on fait Paris-Madagascar en une journée et on traverse l'Atlantique Nord 5 fois par jour en 7 heures.

Ce qu'il faut faire avant le premier alunissage d'un homme

La lune nous étant promise dans un délai moyen de 5 ans — ce qui est peu — nous allons donc assister aux opérations préliminaires nécessaires qui seront très délicates, très spec-

SUR

La conquête aboutir à ordinaires

- La conquête frappe
- La reconnaissance "homme"

taculaires, et obligatoirement assez précises. En voici quelques-unes :

● Déposer sur la lune de petites stations scientifiques qui nous renseigneront sur l'ambiance lunaire, la structure du sol, la position du peu d'atmosphère lunaire, les météorites, etc...

● Réussir les « rendez-vous » dans l'espace nous avons déjà parlé.

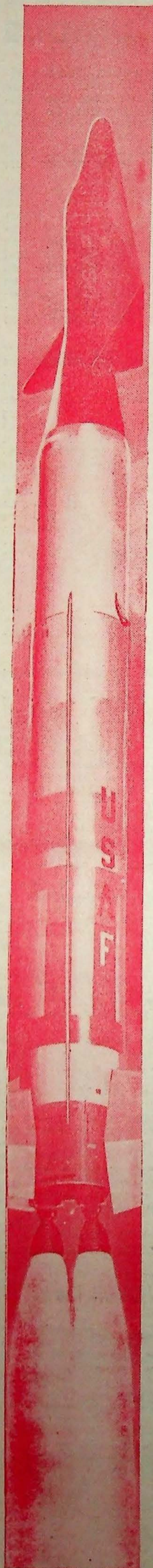
● Envoyer des animaux dans un vaisseau spatial afin de savoir si on peut réussir une mission efficace des passagers contre les radiations nocives de la fameuse « ceinture de Van Allen » entourant la terre.

● Faire orbiter des hommes dans un vaisseau terrestre pendant un délai dépassant la durée d'un voyage terre-lune. Ceci afin d'être sûr que les astronautes lunaires ne soient pas victimes dus à un long voyage en état de stress.



La prochaine étape : le rendez-vous cosmique. Deux satellites du type actuel s'accostent.

(Photo Tribune.)



(Photo Tribune.)

Le X-20, planeur cosmique, pourra être satellisé et sera lancé par une fusée. Il pourra atterrir n'importe où.

Paris-Nice en fusée

du premier homme

la lune

ête de l'espace va
deux résultats extra-
et contradictoires :

éation de forces de
cosmiques.

herche des autres
mes" du Cosmos.

● Mettre au point la récupération d'un véhicule revenant dans notre atmosphère à la formidable vitesse de 40.000 km-heure (11 km-seconde). Car les satellites actuels reviennent à la vitesse de 28.000 km-heure (8 km-seconde).

● Enfin, dernier acte avant l'alunissage d'un équipage : lancer un satellite habité qui fera le tour de la lune sans se poser et reviendra sur terre.

Tous ces efforts en cours montrent aujourd'hui combien Robert Esnault-Pelterie avait raison : « Je suis persuadé, me disait ce grand pionnier de l'aéronautique vers les années 50, c'est-à-dire bien avant que les Américains et les Russes osent parler tout haut de conquête des étoiles, que nous irons sur la lune dès que nous le voudrons. »

Et aujourd'hui on le veut. Toute objection est balayée par les deux grands participants à cette course suprême.

Un moteur d'une puissance égale à celle de 80 millions de 2 CV Citroën

La conquête de la lune a commencé par l'envoi du premier satellite artificiel de la terre le 4 octobre 1957 par les Russes. Elle a continué en 1959 par l'impact d'un véhicule robot avec la lune et par la photographie de sa face cachée. Elle s'est poursuivie par les exploits des astronautes russes et américains et par la ronde d'environ 150 engins spatiaux des types les plus divers.

Aujourd'hui on en est arrivé au stade décisif : la préparation des énormes fusées qui lanceront jusqu'à la lune la cabine d'exploration capable après alunissage de repartir d'elle-même et de revenir sur terre.

Problème technique à résoudre : obtenir des fusées ayant une « poussée » (c'est-à-dire une force tractrice) d'environ 3.000 tonnes. Il faut en effet une telle puissance pour lancer à 11 km-seconde un véhicule devant peser plusieurs dizaines de tonnes.

En chevaux-vapeur, les fusées habitées terre-lune et retour doivent avoir, pour décoller de la terre, un moteur d'une puissance d'environ 160 millions de chevaux. Soit mille fois plus

puissant que le système propulsif du paquebot « France » (160.000 CV). Soit encore l'équivalent de 80 millions de voitures 2 CV Citroën.

Autrement dit, la puissance groupée de toutes les autos de tourisme construites par une firme comme Renault ou Citroën depuis que ces sociétés existent ne suffirait pas à lancer un véhicule habité terre-lune !

A la base de la fusée lunaire, une grappe de moteurs

Du côté russe — où l'on demeure très discret — il est vraisemblable que les expériences effectuées actuellement dans le Pacifique sont destinées à une telle mise au point. Les savants soviétiques, à l'étude des grosses fusées depuis longtemps, sont très en avance dans ce domaine sur les savants américains. Les engins qui ont lancé Gagarine et Titov en 1961 avaient déjà une « poussée » d'environ 600 tonnes.

En mettant en « cluster » — c'est-à-dire en grappe — 5 ou 6 de leurs grosses fusées, les Russes ont eu depuis cette date la possibilité d'obtenir pour bientôt la puissance requise pour envoyer jusqu'à la lune des engins d'un poids très lourd.

Du côté des Américains, on connaît parfaitement tous les détails de leur première opération « Hommes sur la lune ». Cette opération s'appelle « Apollo ». Elle met en œuvre un équipage de 3 hommes.

La fusée de lancement s'appellera Saturne C5. Elle comportera 3 étages, le véhicule lunaire « Apollo » représentant le 4^e étage. Son constructeur est le célèbre Dr Werner von Braun qui est déjà le père du V2 allemand et des fusées américaines Redstone, Jupiter et Pershing. Elle mesurera 105 mètres de haut, le tiers de la Tour Eiffel. Les quelques essais du premier modèle de Saturne ont été réussis.

Pour soulever cette formidable masse, il y aura à la base 5 moteurs groupés, chacun ayant une puissance de 32 millions de chevaux et brûlant 3 tonnes de carburant à la seconde. A lui seul, le 2^e étage de la fusée lunaire U.S. aura une force tractrice de 500 tonnes équivalant presque à la puissance des grosses fusées russes qui ont lancé les premiers cosmonautes soviétiques.

Le L.E.M. : un gros insecte à cinq échasses

Voici comment se déroulera l'opération. D'un poids total de 45 tonnes et se composant de 3 parties : la cabine des appareils, la cabine de commande et la cabine d'exploration, le véhicule lunaire Apollo sera d'abord mis en orbite autour de la terre, à 200 km d'altitude et à 8 km-seconde. Ceci afin de pouvoir mieux viser la lune.

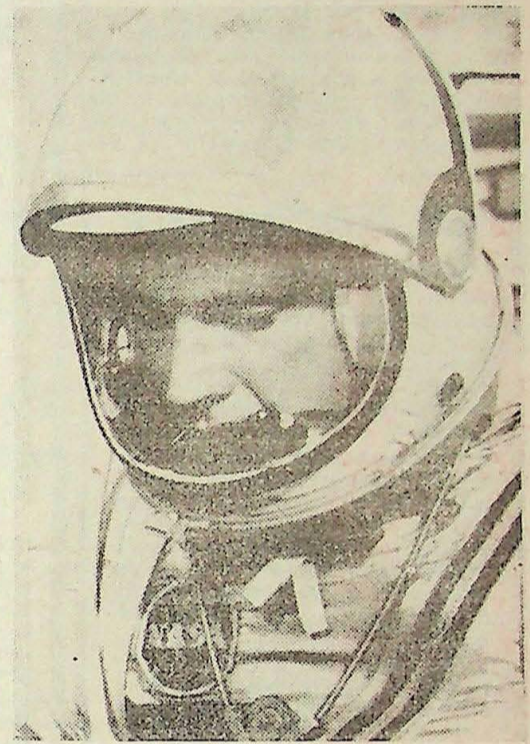
● Puis il se détachera du 3^e étage de la fusée porteuse et une puissante impulsion fera passer sa vitesse de 8 km-seconde à 11 km-seconde. Il sortira alors de son orbite terrestre et se dirigera vers la lune.

● Arrivé à 160 km de cette dernière, Apollo se met en orbite autour de la lune. Tandis qu'un seul homme reste dans la cabine de commande — cabine devant demeurer sur cette orbite d'attente, les deux autres prennent place dans la cabine d'exploration. Cette seconde cabine, appelée LEM (Lunar exploration module) pèse 12 tonnes et mesure 4 m 50 de haut sur 3 m de diamètre. Elle est actuellement en construction.

● LEM se détache de la cabine de commande et descend vers la lune. Freinant alors sa course par rétro-fusée (et non par parachute puisqu'il n'y a presque pas d'atmosphère sur la lune), LEM se pose doucement à l'aide de cinq échasses munies de patins. L'endroit est déjà fixé, non loin de la mer de la Tranquillité, dans la région équatoriale de la lune.

● Après avoir passé de 2 à 4 jours sur la lune, les deux astronautes regagnent le LEM. Celui-ci rejoint la cabine de commande Apollo, et les deux explorateurs lunaires occupent de nouveau leur siège à côté de leur chef.

● Enfin le LEM est éjecté et abandonné à son sort, tandis qu'Apollo vogue vers la terre. Il redescendra dans notre atmosphère soutenu par une vaste « aile planante » en plastique souple,



(Photo Tribune.)

Gordon Cooper (ci-dessus) n'est plus qu'un nom dans l'histoire de la conquête de l'espace : on attend, maintenant, les équipages cosmiques.

Un prodige technique dans cette aventure exaltante est à souligner : tout l'appareillage de calcul électronique et de commande automatique tient dans une valise de 70 kg.

Dernière remarque : la moindre erreur d'un homme ou d'un appareil risquerait de transformer le voyage sur la lune en une tragédie.

Les forces de frappe cosmiques

U.R.S.S. d'abord, puis U.S.A. ont compris très bien que leurs efforts respectifs pour conquérir l'espace extra-terrestre, la lune et les planètes conduisaient autant à des acquisitions militaires de premier ordre qu'à des découvertes scientifiques et à des victoires de prestige. Aussi la course acharnée à la lune est-elle l'aboutissement logique de la guerre froide.

300.000 hommes environ aux U.S.A. et probablement autant, si ce n'est plus, en U.R.S.S., sont engagés dans cette lutte, des sommes colossales consacrées aux usines à fusées et aux laboratoires cosmiques. Lorsque le premier homme posera le pied sur la lune, la nation qui l'aura lancé aura dépensé, depuis la création de son premier satellite, un minimum de 20.000 milliards d'anciens francs — soit 3 fois le budget 1963 de l'Etat français.

« Folie nécessaire, pensent, chacun de son côté, les états-majors russe et américain. La course à la lune nous permet de mettre au point la force de dissuasion suprême, c'est-à-dire la force de frappe cosmique, avec satellites d'observation, satellites de brouillage radio-électrique, satellites porteurs de bombes H, missiles anti-satellites. Quant à la lune, elle représente une plate-forme cosmique permettant de surveiller toute la terre. Son potentiel militaire est considérable. Et il faut envisager la construction à bas d'une base permanente qui coûtera elle-même autant que la conquête de ce premier astre. »

On en est là. Cependant, cette folie militaire, poussée jusqu'aux étoiles, comporte une énorme contrepartie propre à nous faire rêver cette fois d'une entente universelle. Car la course à la lune d'aujourd'hui préfigure la course des équipages vers les planètes. C'est ainsi qu'une aventure inouïe commence pour l'humanité avec l'éventualité à l'horizon du choc le plus prodigieux qu'on puisse éprouver : la rencontre d'êtres vivants quelque part dans l'infini.

Jacques Bergeal.

Saint-Malo :

AGRICULTURE DE DEMAIN

MILLE SIX CENTS personnes ont suivi les travaux du 45^e Congrès de la Confédération nationale de la Mutualité, du Crédit et de la Coopération agricoles.

Depuis quelques années, la C.N.M.C.C.A. a été en butte aux attaques de certains éléments novateurs de l'Agriculture qui lui reprochaient une certaine prudence, voire une certaine routine. C'est contre cet état d'esprit que le récent congrès a voulu réagir. Les dirigeants de la Confédération ont estimé qu'ils n'avaient pas failli depuis 50 ans à la défense de la paysannerie et que la mutualité aussi bien que la coopération demeuraient une réponse valable aux problèmes d'aujourd'hui. En effet, la Confédération prend en charge toute la vie de l'agriculteur puisqu'elle lui prête de l'argent, l'aide à vendre ses ré-

UNE PAGE AGRICOLE

De nombreuses demandes nous sont parvenues d'ouvrir régulièrement dans « Tribune » une page « agricole ». Cette page comprendrait non seulement des rubriques générales mais aussi des comptes rendus d'actions locales.

Il n'est pas possible de la rédiger uniquement de Paris ; aussi demandons-nous à tous nos lecteurs agriculteurs, responsables d'organisations agricoles, et animateurs ruraux de collaborer à cette rubrique qui devrait avoir une périodicité régulière.

Que tous ceux qui sont intéressés par cette page veuillent bien se mettre en rapport avec nous.

Ecrivez-nous : « Tribune », « Page agricole », 8, rue Henner, Paris-9^e.

coltes et lui verse des prestations quand il est malade.

D'où la résolution très nette du congrès de défendre ses activités traditionnelles contre les innovations plus ou moins intéressées des néo-capitalistes. Les problèmes qui ont été évoqués sont par conséquent ceux-là mêmes que doit résoudre l'Agriculture à la veille du Marché commun : maintien ou suppression de la mutualité, remplacement des coopératives traditionnelles par d'autres formes d'organisations (Comités de producteurs), financement de la commercialisation par des capitaux privés (banques).

Il faut remarquer que sur tous ces sujets, Pisani s'est bien gardé de prendre une position claire. Ce qui veut dire que le ministre n'ose pas prendre position contre le néo-capitalisme ; certaines de ses phrases mêmes peuvent être entendues comme une approbation implicite des méthodes intégrationnistes.

Nous souhaitons que les militants agricoles débattent ici même de ces questions qui n'ont pas reçu au congrès de Saint-Malo une réponse parfaitement claire. Le mérite du moins de la C.N.M.C.C.A. est d'avoir posé les options qui conditionnent l'avenir de l'Agriculture dans les prochaines années (1).

J.-C. Barigel.

(1) Les textes des rapports et des résolutions sont disponibles à la « Maison de l'Agriculture », 129, boulevard Saint-Germain, Paris-7^e.

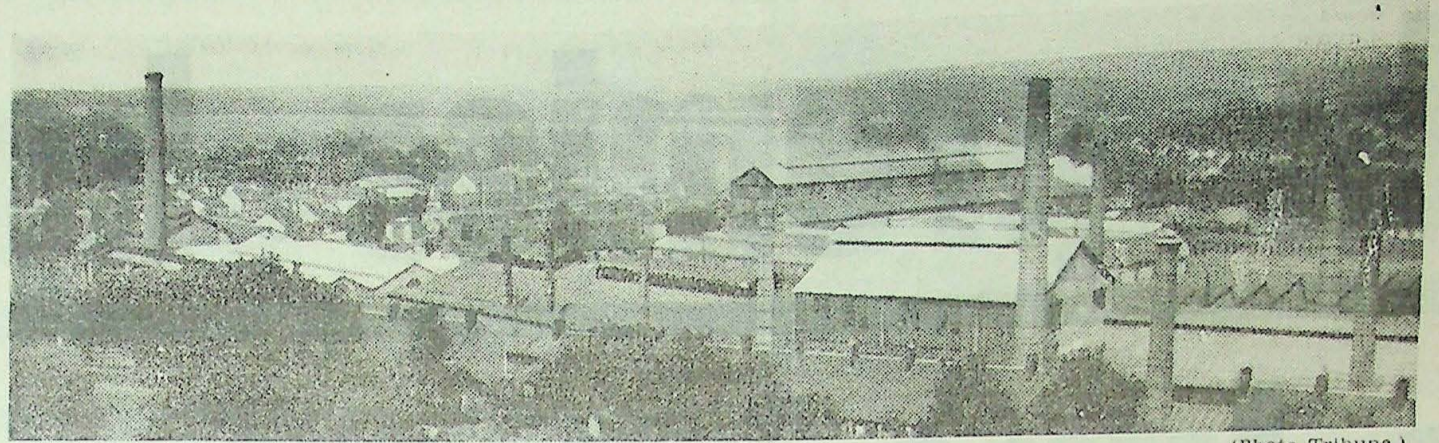
BULLETIN D'ADHESION

Nom
Prénom
Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Henner, Paris (9^e)).

GUERIGNY : Les problèmes (Nièvre) de la province française



(Photo Tribune.)

Les Forges Nationales de La Chaussade.

GUERIGNY se situe à 12 kilomètres de Nevers, à la lisière de magnifiques forêts, à l'endroit où se rejoignent, avant d'aller se perdre dans la Loire, deux principaux bras de la Nièvre.

C'est là qu'est né Marcel Déat ; là que Paul Minot, ancien président du conseil municipal de Paris, vient passer ses vacances dans sa propriété voisine. C'est aussi là que, depuis 1961, repose notre regretté camarade Henri Gamard, ancien député socialiste et premier adhérent au P.S.A. puis au P.S.U. dans notre département.

Il y a 2.843 habitants à Guérigny, près de 600 ouvriers qui travaillent actuellement aux Forges de la Marine, un parti communiste puissamment implanté depuis longtemps, un fort noyau réactionnaire gravitant autour de l'Eglise catholique, quelques S.F.I.O. vieillissant composant la majorité municipale, et une toute petite section du P.S.U. entamant, sans illusions démesurées, sa deuxième année d'existence.

La plus vaste exploitation métallurgique en 1741

C'est à partir de la première révolution industrielle qu'en 1638 Guérigny, concentrant forges et fourneaux des environs, connut une certaine activité. L'ensemble industriel fut acheté par l'Etat en 1761. Dès lors, les Forges Nationales de la Chaussade (Babaud de la Chaussade était en 1741 à la tête de la plus vaste exploitation métallurgique française) devinrent de plus en plus prospères avec la fabrication des ancres, puis des chaînes pour les navires, des rois, des empereurs et des républiques de notre pays.

C'est depuis cette époque que cette prospérité fut à l'origine d'un état d'esprit particulier à la cité, car les ouvriers bénéficièrent d'avantages appréciables, bien avant les conquêtes sociales pour la réalisation desquelles ils n'eurent pas à lutter :

Exempts de « tailles » et de « corvées » en 1762 ; salaires supérieurs à ceux de l'industrie privée à partir de 1800 ; sociétés de secours mutuels dès 1865 ; coopérative de consommation en 1866 ; médicaments et soins gratuits par les médecins de la Marine, régime de retraite à forme militaire en 1883, etc.

Les avantages disparaissent

Ces temps sont révolus ! Classée dans une très basse zone de salaires (5 %), l'usine de la Marine, souvent menacée de fermeture, n'est plus la florissante usine d'antan (il y avait plus de 1.800 ouvriers au moment des guerres impériales).

Un à un, les avantages (consentis il est vrai, et non pas conquis) disparaissent. N'a-t-on pas vu, ces derniers mois, pratiquement supprimer les soins médicaux gratuits aux familles des personnels ! Pourtant, jusqu'à présent les médecins de la Marine avaient su conserver à l'établissement cette tradition humaine, fort justement appréciée...

Dans la cité laborieuse, cinq jours sur sept on travaille à l'usine. A la belle saison, jusqu'à la nuit tombée, dans le jardin on travaille encore. Le sixième jour est consacré « au bois », à réunir la provision qui assurera une

partie du chauffage pour la maison, durant l'hiver.

Pour les uns, le dimanche est consacré à la chasse ou à la pêche. Autres « distractions » : match dominical, cinéma « Au Rex » (unique salle paroissiale, car la municipalité à majorité S.F.I.O. n'a pas encore résolu, parmi d'autres problèmes, celui des loisirs), le café et pour les jeunes le bal. Que ne sont-ils plus nombreux d'ailleurs ceux qui, vers le foyer ou la bibliothèque des Forges, cherchent une saine et utile occupation !...

L'unité syndicale est possible

Il y a deux syndicats (groupant ouvriers et techniciens à statut ouvrier) aux Forges de la Chaussade : C.G.T. (numériquement le plus important) et Force Ouvrière, et un « syndicat des chefs d'équipe ». Parmi les fonctionnaires civils du cadre B (chefs de travaux et secrétaires administratifs), certains sont à F.O. (les plus nombreux), d'autres à la C.G.T.

Le syndicat ouvrier C.G.T. est, de loin, le plus actif. C'est généralement lui qui déclenche les mouvements de grève. Ceux-ci, parfois bien suivis, le seraient davantage si certains ouvriers, à tort ou à raison, n'avaient cette impression que certains membres du P.C.F., membres également de la C.A. du syndicat C.G.T., guidaient l'action ! Il est vrai que l'*Etin-celle*, bulletin communiste de l'usine dont le sectarisme insensé et parfois la stupidité déroutent, ne peut que freiner l'enthousiasme de ceux qui désirent pourtant participer en permanence au combat permanent de la classe ouvrière, mais sous une autre bannière que celle du P.C.F.

Réjouissons-nous : d'une part, les derniers numéros de l'*Etin-celle* sont moins violents, prèchent eux aussi l'union ; d'autre part, la position du syndicat Force Ouvrière... se durcit quelque peu !

Ce changement d'attitudes des uns et des autres, que tout le monde espère durable, n'est sûrement pas le fait du simple hasard ! Sans aucun doute il est dû à la récente grève des mineurs au cours de laquelle il fut prouvé que l'unité syndicale (en attendant l'unité politique) était souhaitable, possible, et profitable. Peut-être aussi que les menaces qui pèsent actuellement sur l'avenir des arsenaux et de leurs personnels ont déjà, pour première conséquence, le désir de renforcer l'unité.

C'est en tout cas, un début de réalisation de Front socialiste commun de lutte dont parle, sans cesse, le P.S.U.

Un bulletin P.S.U. de 400 exemplaires

Ce dernier, sans grand tapage, est venu s'intégrer à la vie locale. Une section s'est formée et fonctionne normalement.

A ceux qui affirmèrent notre anti-communisme comme à ceux qui prétendirent que nous n'étions qu'un « satellite de plus », nous avons démontré que nous ne désirions ni croiser le fer avec le P.C.F. ni souscrire aveuglément à tout ce qu'il dit et à tout ce qu'il fait.

Aux autres qui nous traitèrent de diviseurs, de briseurs d'action, nous en avons mené une consistant précisément à unir, en créant en janvier 1962 un petit bulletin de section, le

« Trait d'Union », distribué gratuitement à 350 ou 400 exemplaires, à la porte de l'usine. A travers nos dix numéros distribués en 1962, nous avons essayé de faire connaître le P.S.U., son programme, son action, ses perspectives ; nous avons essayé d'expliquer ces mots nouveaux : Front socialiste, planification démocratique ; nous avons signalé certaines carences municipales, invité à lire la presse du P.S.U. et notre hebdomadaire *Tribune Socialiste* se vend, ici, dans d'excellentes conditions. Nous avons fait une première collecte pour la « Maison du P.S.U. » qui a donné des résultats encourageants, participé à la campagne de vente des bons de soutien à T.S., etc.

Nous pensons qu'il est assurément possible d'intéresser les travailleurs (y compris les couches sociales traditionnelles pourtant si souvent déçues et découragées) à la transformation « normale » qui s'accomplit et qui fera passer du capitalisme au socialisme comme le premier a déjà fait suite au moyen âge. Devant les hésitations des uns et des autres qui ne veulent plus croire aux slogans dépassés, aux vieux partis usés s'avérant incapables de réaliser cette union qu'ils prônent, le P.S.U. est devenu le parti de l'espoir et de la confiance, et, comme l'a dit Edouard Depreux, s'il n'existait pas il faudrait, plus que jamais, bel et bien l'inventer.

ANGERS :

Agitation et mécontentement

(De notre correspondant à Angers, R.S.)

DEPUIS plusieurs semaines, ça bouge chez les travailleurs d'Angers, en plein fief U.N.R. Tout d'abord les gens du Bâtiment ont fait des arrêts de travail répétés d'une heure à une demi-journée pour appuyer les discussions entre syndicats et patrons. Une manifestation s'est déroulée en ville. Les ouvriers du Bâtiment qui jusqu'ici étaient très peu organisés, prennent conscience de leur force et manifestent.

Dans l'horticulture, où régnait jusqu'ici un esprit de routine et de tradition, ça a bougé aussi. A la suite de manifestation et de débrayages, les hommes et les femmes employés chez les jardiniers et les pépiniéristes ont obtenu une amélioration de leurs salaires et de leurs conditions de travail.

Il y a aussi l'interruption de la fabrication des appareils de photos chez Aisebex qui a mis sur le pavé à Angers et à Précigné, dans la Sarthe, des centaines d'hommes et de femmes. Cette mesure, sans doute décidée par les groupes internationaux dont dépend Aisebex, a été prise sans consultation des syndicats dont les militants étaient d'ailleurs pourchassés dans cette maison. Il reste encore beaucoup à faire aux travailleurs angevins pour se défendre contre l'arbitraire patronal.

Clermont-Ferrand: Grève des ouvriers du bâtiment

(De notre correspondant particulier M.A. Guillauneuf)

Il y a 6.000 ouvriers du Bâtiment dans la région clermontoise. Ces ouvriers sont mécontents: en effet, ils sont parmi les plus mal payés de France. La plupart des manœuvres ne gagnent que 1,90 F l'heure; un ouvrier non qualifié touche un salaire horaire qui varie entre 2,20 et 2,40 F; un ouvrier qualifié entre 2,50 et 3,10 F, ce dernier taux étant un maximum.

Devant le développement de ce mécontentement, la C.G.T. et la C.F.T.C. (F.O. est pratiquement inexistante dans le Bâtiment) ont demandé la réunion d'une commission paritaire rassemblant patrons et syndicats.

Le 11 avril, la commission se réunit: les syndicats demandent essentiellement 3,50 l'heure pour un ouvrier qualifié, 3 F pour un manœuvre et la quatrième semaine de congés payés. Le patronat refuse ces revendications et ne veut même pas discuter de la quatrième semaine.

Le 25 avril, la commission paritaire se réunit à nouveau; C.G.T. et C.F.T.C. décident des débrayages pour appuyer leurs revendications;

un millier d'ouvriers font grève; le patronat refuse alors de siéger à la commission.

Le 2 mai, nouvelle réunion: les patrons acceptent une augmentation de 8 % calculée sur le salaire minimum, non sur le salaire réel; les autres revendications sont rejetées.

Le 3 mai, la C.F.T.C. propose un débrayage de 24 heures à la C.G.T. qui hésite et demande à réfléchir.

Le 6 mai, la C.F.T.C. n'ayant toujours pas de réponse décide seule une grève de 24 heures pour le 15 mai.

Le 15 mai, au rassemblement prévu pour organiser le débrayage, on note des hésitations, mais quelques Cégétistes se joignent au mouvement; une délégation remet à la chambre patronale une motion reprenant les revendications. En fin de matinée, le débrayage est suivi à 85 %; l'ambiance est survoltée; les orateurs, après avoir exposé leurs revendications, expriment leur satisfaction devant le succès de la grève et déplorent l'absence de la C.G.T.

Depuis le 15 mai, la C.F.T.C. a

demandé une nouvelle réunion de la commission paritaire et a proposé l'unité à la C.G.T. La commission va donc se réunir et il est probable que la C.G.T., qui vient de suspendre de ses fonctions son secrétaire départemental, à cause, semble-t-il, de son attitude au cours de cette grève du Bâtiment, y viendra. Et, si les syndicats n'obtiennent pas satisfaction, il semble certain qu'un nouveau mouvement, mené cette fois par la C.F.T.C. et la C.G.T. aura lieu.

Si rien ne change, il ne fait pas de doute que le mouvement peut prendre une grande ampleur.

Ce n'est pas parce que c'est la C.F.T.C. qui a lancé le mot d'ordre de grève qu'elle a été un succès, mais parce que ce mot d'ordre correspondait aux besoins de tous ceux du Bâtiment. C'est un mouvement qui vient de la base et les ouvriers du Bâtiment sont décidés à lutter jusqu'à ce qu'ils obtiennent complète satisfaction. Il n'y avait pas eu de grève de ce genre à Clermont-Ferrand depuis 1936. Mais aujourd'hui la coupe est pleine et les ouvriers du Bâtiment mèneront l'action jusqu'à la victoire totale.

ECHOS DES ENTREPRISES

Bienveillance

Il n'y aura pas de sanctions pour les grèves S.N.C.F. du mois de mars. Bienveillance dit-on? Non, réalisme plutôt. Juste appréciation du changement dans le rapport des forces résultant de l'action de nos camarades mineurs.

N'oublions pas non plus que c'est grâce à eux que nos revendications sont partiellement satisfaites.

Cela montre que la voie vers le Socialisme passe par la solidarité, et la coordination des luttes ouvrières.

(De « l'Étincelle », bulletin P.S.U. de la gare de Paris-Lyon, 1^{er} numéro, avril 1963).

Signalons qu'un premier bulletin des cheminots de Dijon va sortir dans quelques jours.

Touchez pas au grisbi

Le député Bleuse a donné sa démission du P.S.U.

Naturellement il s'est empressé de se fabriquer des arguments politiques.

Et toute la Grande Presse à recueilli la prose de M. Bleuse.

Seuls *Le Monde* et *Libération* ont l'honnêteté de rappeler que M. Bleuse devait passer devant la Commission des conflits du P.S.U. sur demande de l'ensemble des militants. « Le plus haut fonctionnaire ne doit pas toucher un salaire supérieur à celui d'un ouvrier qualifié ».

Voilà ce qu'avait déjà décrété la Commune de Paris.

Mais le pseudo socialiste Bleuse n'était pas de cet avis. Il prétendait garder pour lui les 7.000 NF mensuels de député.

La principale raison de sa démission.

Bien entendu avec une telle mentalité il était fatalement contre l'action directe des travailleurs et contre la généralisation des luttes.

Enregistrons les leçons de ce départ.

Le Parti ne peut tirer sa force d'une addition de militants ouvriers et de carriéristes. Sur le moment l'addition peut sembler impressionnante, mais au moment de toute action, les premiers vont du côté du cœur et les autres du côté du portefeuille.

Bon voyage M. Bleuse.

(De « l'Étincelle », de la section du P.S.U. de Paris-Chèques).

SARTHE : Le père Noël abandonné MALPAIRE

(De notre correspondant particulier dans la Sarthe)

AVRIL 1963 : 1.250 personnes employées à 56 heures par semaine; mai 1963 : 600 à 40 heures. Tel est le résultat d'une politique de reconversion qui était, paraît-il, en cours depuis une dizaine d'années. Si, « après avoir rencontré le Père Noël », en décembre dernier, un journaliste d'*Ouest-France* pensait pouvoir citer en exemple de reconversion d'une industrie militaire celui de l'usine Malpaire à Précigné, les ouvriers entassés dans le cinéma du bourg, en cette froide soirée du 17 mai, découvrent, quant à eux, en écoutant les secrétaires des U.D. C.F.T.C. et C.G.T., qu'il ne faut plus croire au Père Noël.

Le 10 mai 1963, d'anciens officiers « reconvertis » en capitaines d'industrie revivaient sur le front économique la débâcle qu'eux — ou leurs semblables — connurent vingt-trois ans plus tôt sur d'autres terrains. Seul maître à bord, la direction licenciait 276 travailleurs et diminuait l'horaire à 40 heures, malgré les avertissements et les démarches dues aux initiatives de la section syndicale C.F.T.C., nouvellement implantée, et qui s'était inquiétée du non-renouvellement de 300 contrats provisoires.

Un reclassement difficile

Cette usine appartient à la Société Alsacienne d'Etudes et d'Exploitation. Repliée de la zone frontrière en 1939, elle tournait alors avec 6.000 ouvriers. Au moment des guerres de la décolonisation, elle fabriquait des « mines indétectables » en matière plastique, avec un effectif d'environ 1.500. C'est surtout depuis 1958 que la reconversion a été tentée, avec un atelier de maisons préfabriquées, qui ne dépassa guère 50 personnes, et un atelier de jouets en plastique (petites voitures publicitaires et surtout le fameux « Jeu des 24 Heures ») qui, après la guerre d'Algérie, devait devenir le plus important. On tâta bien un peu du matériel agricole, mais la concurrence est vive en ce domaine.

La dispersion de cette politique de reconversion, la dépendance dans laquelle la direction se trouve par rapport au siège social, mais aussi, semble-t-il, son inexpérience ont abouti à la catastrophe.

Jusqu'au lendemain des dernières élections de la Sécurité sociale, les travailleurs de Malpaire étaient inorganisés. La crise leur a fait prendre conscience de la nécessité de se grouper et de s'opposer, dans l'unité, aux licenciements décidés. Un débrayage d'une heure sera observé le 22 mai. Comment se présente l'avenir ?

Nous nous en sommes entretenus avec le secrétaire de l'U.D. C.F.T.C. Le reclassement, dans la région, est difficile, surtout pour les hommes. Malpaire « ramassait » jusqu'à 50 kilomètres de Précigné. Les services de la main-d'œuvre ne peuvent offrir des emplois qu'à l'autre extrémité du département, à La Ferté-Bernard ou, au mieux, à Sainte-Jamme, distant de 70 kilomètres, et ont fait ressortir les difficultés de logement.

Quant au député-maire U.N.R. de Sablé, M. Le Theule, ce digne représentant du pouvoir nouveau, social et intelligent, a proposé une idée générale aux maires des communes intéressées : ouvrir un fonds de chômage. Si le « Plan » est d'après « qui vous savez » la grande affaire du pays, les engagements que l'Etat a pris à l'égard de l'usine Malpaire en matière d'armements ont pu être négligés sans que s'en inquiète, avant que les ouvriers le lui demandent, le rapporteur de la commission de la Défense nationale à l'Assemblée, qui n'est autre que... M. Le Theule.

Les ouvriers de Précigné sont vic-

times de la force de frappe qui réduit la production d'armements classiques, c'est un fait. Mais la fin de la guerre d'Algérie qui avait annoncé, déjà, la nécessité de terminer la reconversion ne date pas d'hier. Seulement voilà, pour ces messieurs, officiers et représentants du pouvoir fort, la reconversion n'est pas l'affaire des travailleurs et l'intendance suivra toujours: comme le dit M. Le Theule, un ouvrier sabolien marié et père de famille recevant un traitement moyen mensuel de 500 F touchera 340 à 350 F du fonds de chômage... et les allocations familiales.

Les syndicats prennent en main la défense immédiate des licenciés et exigent un reclassement compatible avec leur vie familiale. Mais tout comme les élus locaux, ils ont conscience ou doivent prendre conscience de la nécessité d'une décentralisation des décisions économiques sous le contrôle effectif des travailleurs.

Cela implique le renversement du régime gaulliste. Mais chut ! Il en est encore qui croient peut-être au Père Noël.

Basses-Pyrénées Pour le maintien et l'extension des forges de l'ADOUR

(De notre correspondant particulier)

NOUS avons déjà évoqué dans nos colonnes la menace de fermeture qui pèse sur les Forges de l'Adour au Boucau. Le gouvernement et la Compagnie des Ateliers et des Forges de la Loire (C.A.F.L.), propriétaire de l'usine ont en effet décidé cette fermeture pour le 31 décembre 1964.

Un comité de défense créé en 1951 — du fait que l'on parlait déjà de fermeture — a été élargi en 1956 et groupe maintenant tous les syndicats les partis politiques et des personnalités de tous les horizons (y compris l'évêque de Bayonne).

Des possibilités de reconversion des travailleurs sont offertes par deux usines, mais seulement pour 200 à 300 ouvriers sur 1.700. D'autre part, il est nécessaire de créer 10 à 15.000 emplois dans la région notamment pour les jeunes qui n'ont actuellement aucun débouché.

Cependant les Forges ont réduit leurs horaires à 44 heures par semaine et procèdent à des mutations

nombreuses parmi le personnel qui a tendance à céder au découragement. La direction ne reprend pas les malades et les accidentés.

Le préfet de Pau a demandé aux syndicats d'abandonner l'action pour le maintien de l'usine sidérurgique et d'entrer dans le comité chargé de procéder à la reconversion. La C.G.T. a refusé, assurant que la modernisation de l'entreprise rendrait celle-ci rentable. Mais la C.A.F.L. refuse d'accepter ce point de vue et n'entretient même plus les bâtiments de l'usine, alors qu'une digue (et qui coûtera plusieurs milliards) continue d'être élevée à l'embouchure de l'Adour.

Quant à la C.F.T.C., elle a accepté sous certaines conditions de participer au Comité de reconversion. Elle préconise la constitution d'un ensemble sidérurgique comparable à celui de Fumel (création d'une fonderie pour tuyaux à côté de hauts fourneaux), afin d'aider à l'expansion économique du Bas-Adour.

A l'appel du Comité de Défense, un grand rassemblement est prévu à Bayonne le 23 mai pour le maintien en activité, la modernisation et l'extension des Forges de l'Adour, un véritable développement économique de la région.

Le tract invitant la population à participer à cette manifestation souligne notamment que la fermeture des Forges « serait un pas de plus dans la voie de la désindustrialisation » des Landes et des Basses-Pyrénées, et indique: « Cette situation dramatique est la conséquence d'une politique qui aggrave les déséquilibres régionaux et qui aboutit — le Marché commun accentuant ce mouvement — à concentrer de plus en plus l'activité économique dans les régions du Nord, de l'Est et de Paris en particulier ».

Le conflit des Forges de l'Adour est un des principaux conflits engendrés ces dernières années par les difficultés des reconversions et le sous-développement régional.

UN DIRECTEUR DE MAISON DE JEUNES EXPLIQUE...

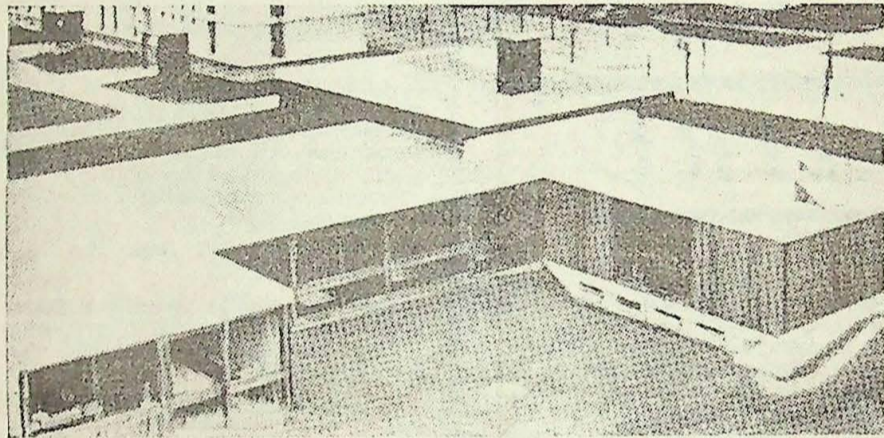
A plusieurs reprises, nous avons publié dans *Tribune Socialiste* des articles mettant en cause la Fédération Française des Maisons de Jeunes et la Culture, soulignant notamment la concordance de ses orientations et de la politique suivie par le haut-commissariat à la jeunesse et aux sports. Trois directeurs de maisons de jeunes ont écrit, nous reprochant d'ignorer l'action des M.J.C. dans la formation civique des jeunes, leur exemple de gestion démocratique. Nous avons, sur ce dernier point, rappelé les limites naturelles d'une institution cogérée par adultes

designés et jeunes élus, limites précises par le droit de veto accordé à l'inspecteur de la J. et des S., et concrétisée par l'orientation des M.J.C., maillons d'intégration sociale des jeunes (à travers l'organisation de leurs loisirs) et non d'opposition. Directeur non permanent d'une maison de jeunes à Orléans, responsable au sein de la F.F.M.J.C., Robert Nicoulaud, sans être membre du P.S.U., apporte, ici, quelques précisions sur ces points. Dans un second article, il abordera la question « les responsabilités des jeunes dans une M.J.C. ».

LES cinq premières questions que vous me posez concernent nos problèmes locaux : structures, recrutement, relations avec les mouvements de jeunesse, activités, problèmes de loisirs. J'aborderai volontiers ces sujets dans des courriers ultérieurs. Nous pourrions peut-être y ajouter les relations avec les autorités et pouvoirs locaux et avec les associations d'adultes dont nous dépendons en partie, qui sont je pense responsables vis-à-vis de la jeunesse,

bons ni mauvais. On les retrouve en d'autres occasions. Ils ne constituent pas une classe particulière dans la société des jeunes. Mais il s'en trouve peu qui aient les « préoccupations » que nous souhaitons. Ces préoccupations sont le privilège d'une minorité de jeunes et d'adultes avertis. Les jeunes ont (j'allais dire se reposent sur) des parents, des professeurs, des patrons ; les jeunes vivent dans un milieu qui est ce qu'il est, un milieu à l'image des vieux.

dans des mouvements, sans doute le problème qui nous intéresse immédiatement tous les deux est qu'il en existe davantage. Les gens de bonne volonté ont mieux à faire que se jeter la pierre ; mieux vaut s'unir et s'entendre. Nous ne nous vanterons pas de réussites. Nous ne pourrions que situer nos efforts, autrement dit exposer une philosophie de notre action présente, trop inconsistante sur certains points parce que basée sur des résultats d'expériences encore insuffisantes.



Sarcelles : la maison des jeunes.

(Photo Tribune.)

avec qui, dans la mesure où la démocratie existe à l'échelon communal, nous devons compter. Il me paraît difficile, en effet, si nous parlons de la situation locale d'un problème jeunesse, de dissocier les jeunes et les adultes.

Les préoccupations des jeunes

Vous abordez un aspect de cette question en vous informant des préoccupations des jeunes des points de vue social, politique, syndical.

Je dirais, de prime abord, que les réalités en cette matière sont assez bien représentées par l'état de vitalité des mouvements et institutions de jeunesse. Les représentants des uns (mouvements) et des autres (institutions) reconnaîtront qu'il y a beaucoup à faire de ce point de vue. Que constate-t-on ? Je citerai un seul exemple : on voit, en un seul soir, quinze cents jeunes à l'Artistic d'Orléans, deux mille jeunes à Tours ou ailleurs, à mille et même deux mille francs la place, applaudir l'« idole des jeunes ». Ces jeunes ne sont ni

Les vieux — excusez-moi de revenir à cette idée qu'ils sont partie dans notre affaire — ont leur situation (heureuse ou non), un certain pouvoir de gestion (ne serait-ce que familiale), un certain pouvoir de décision. Ils détiennent les bulletins de vote, ils ont par cela même le droit (et le devoir) de s'intéresser à la vie sociale, professionnelle, politique. Les jeunes ont, par contre, dans la situation passée des Noirs d'Alabama : ils ont le complexe d'être jeunes. N'est-ce pas une des raisons pour lesquelles ils aiment surtout se trouver entre jeunes et aussi avoir leurs vedettes ?

Si le jeune doit accéder au privilège de s'intéresser à quelque chose, on peut penser qu'il suffit de lui proposer des mouvements mieux adaptés à la situation. Nous avons pensé de notre côté qu'il fallait aussi construire une structure particulière, une institution destinée par d'autres moyens à l'intéresser, à l'ouvrir à des préoccupations qui rejoignent celles de l'adulte.

Mais s'il est normal qu'un petit nombre seulement de jeunes militent

La Fédération des M.J.C.

Pour ce qui concerne la liaison de la M.J. locale avec sa Fédération, l'information des jeunes sur la politique fédérale, la façon dont ils pèsent sur elle, je serai certainement de votre avis : un jeune d'Orléans disait récemment à son délégué régional, lors d'une réunion à Bourges, que la Fédération était bien lointaine.

Il ne faudrait pas cependant négliger le fait que la F.F.M.J.C. est très jeune et encore en pleine évolution de structures, qu'elle fait l'effort de démocratisation qu'on est en droit d'exiger d'elle. Cet effort est évidemment indispensable à la consolidation d'une indépendance dont vous craignez qu'elle soit, déjà, perdue. Le danger existe et nous ne le sous-estimons pas. Savez-vous que la Fédération en a côtoyé d'autres ?

Quelle politique ?

Vous laissez entendre dans vos articles que la F.F.M.J.C. a la politique du haut-commissariat, une politique contraire à celle que vous souhaitez. Je ne veux pour ma part pas prendre parti. Je ne connais ni la politique du haut-commissariat ni celle que vous préconisez en la matière. Je pense seulement que notre rôle est d'infléchir l'orientation des efforts qui sont entrepris pour que l'institution naissante serve réellement la jeunesse. La Fédération a travaillé pour être présente ; elle jouit d'une considération que certains lui envient. Je n'attendrai pas davantage pour vous affirmer que ce sont les M.J.C. qui font la Fédération. Les M.J.C. auront à connaître du fonds de coopération comme des autres questions (vous dites que la forme de celui-ci commence à évoluer ; en réalité, on ne fait actuellement que réfléchir sur ce problème). Je fais confiance à la clairvoyance et à la compétence de tous nos camarades, directeurs fonctionnaires ou bénévoles, aux représentants syndicaux et aux représentants jeunes qui nécessairement participent aux assemblées générales et aux commissions. Cette mise au point est une question de temps.

Je vous accorde que « l'idée » du fonds de coopération peut paraître être venue du délégué général, mais connaissez les sources. En tout cas, c'est le secrétaire fédéral qui en a parlé la première fois à la dernière assemblée générale, à Romans, en juin 1962, dans notre rapport moral. Celui-ci a été approuvé sans discussion sur ce point par l'ensemble des représentants des M.J.C. J'ajouterais qu'une commission permanente a été créée fin 1962, à la demande de l'assemblée générale ; ses travaux rendront compte des soucis et des besoins réels de la base, puisqu'ils seront échelonnés à longueur d'année, puisque toutes les M.J.C. et leurs associations régionales sont d'ores et déjà appelées à participer au travail.

Robert Nicoulaud.

LYON : INDIFFÉRENCE DES POUVOIRS PUBLICS

(De notre correspondant à Lyon, J.-P. V.)

DANS le cadre de la Semaine de la Jeunesse, le Comité lyonnais des Mouvements de Jeunesse et de Plein Air a organisé le jeudi 10 mai, sur 27 places de l'agglomération des « foires aux jeux » pour enfants de 6 à 14 ans. Ce sont de jeunes moniteurs bénévoles (Eclaireurs de France, Francs et Franches Camarades, Scouts de France, Fédération Française des Eclaireuses) qui les ont animés en faisant jouer les milliers d'enfants qui étaient venus répondre à l'appel lancé par les mouvements.

Ces manifestations avaient pour but de montrer à la population lyonnaise et à la municipalité tout le

chemin qui reste à faire dans le domaine des loisirs de l'Enfance. Malheureusement très peu de personnalités se sont donné la peine de se déplacer et en particulier M. Herzog, député de Lyon et haut-commissaire à la Jeunesse.

Une fois de plus, les organisateurs n'ont pu que constater le peu d'intérêt que le haut-commissariat manifeste à l'égard des initiatives des mouvements de Jeunesse.

Il est remarquable que les organisations lyonnaises groupées au sein du C.L.J.P.A. aient une fois de plus manifesté leur cohésion. Souhaitons que cette action commune ait utilement servi la cause de tous les enfants qui n'ont pour jouer que la rue.

STRUCTURES ET BUT

LES Maisons de Jeunes sont gérées par un conseil d'administration et animées par un conseil de maison. Quel est leur rôle respectif ?

Le conseil de maison a pour but « de former des jeunes par l'exercice de responsabilités à leur mesure. Composé des usagers responsables des diverses activités, il prend en étroite collaboration avec le directeur les décisions concernant la marche quotidienne de la maison ». Cette définition, extraite de « Comment créer une M.J.C. », date de 1960. M. R. Nicoulaud nous indique des transformations en cours essentiellement au plan de la méthodologie, transformations discutées à l'intérieur d'une commission nationale. Le bulletin de liaison et d'information (« F.F.M.J.C. », du 7 septembre 1962) des directeurs publie un texte reflétant les préoccupations actuelles : elles semblent tendre vers une augmentation du rôle du conseil de maison. Et un assouplissement de sa composition.

Le conseil d'administration

On m'a reproché d'avoir trituré les chiffres concernant la représentation au sein du C.A. : ceux auxquels je me référais dans « La génération des blousons noirs » étaient relevés dans un texte de la F.F.M.J.C. (P. 22-7-59, Ret. 100-JUR/text/instances, C.A.) et indiquaient qu'« un tiers au moins des membres élus sont choisis dans le conseil de maison ». L'Institut pédagogique national, dans sa fiche DDSI n° 1 (mai 1961), relève que dans les statuts types, le C.A. peut comprendre des membres de droit (maire, directeur de la Maison, délégué de la fédération, directeur de la Jeunesse et des Sports, éventuellement le directeur départemental des Services agricoles), des membres élus âgés de plus de dix-huit ans (dont le tiers choisi parmi le conseil de maison), des membres associés issus de groupements locaux ou des personnes « choisies pour leurs compétences particulières ». Dans le bulletin de liaison et d'information de la F.F.M.J.C. (n° du 7 septembre 1962), un extrait de « Pas à pas » indique que le « conseil d'administration est composé d'une manière tripartite, de façon à associer les collectivités locales, les associations ou personnalités locales, et les élus individuels de l'assemblée générale ». Ce C.A. « est complété par un conseil de maison au sein duquel les responsables d'activités apprennent à prendre, avec le directeur, les responsabilités qui s'imposent » (1).

Buts

Toujours dans le même bulletin, extrait d'une note distribuée par la F.F.M.J.C. : « Quels sont les buts d'une M.J. ? » « Ouverte à tous, la Maison des Jeunes et de la Culture rend un service social et éducatif. Elle offre aux adolescents comme aux adultes, distractions saines et occupations culturelles les plus variées. Elle les invite aussi, dans un climat de liberté et de tolérance, à épanouir leur personnalité et à prendre conscience de leur rôle dans la communauté ».

La M.J.C. est une association régie par la loi de 1901. Ses statuts sont approuvés « et elle est même agréée et contrôlée par le ministre de l'Éducation nationale ». Elle est administrée par un conseil d'administration. La M.J.C. est laïque, elle est une institution.

Le directeur est rétribué par la F.F.M.J.C., mais son traitement est prélevé sur une subvention allouée par le Haut Commissariat à la Jeunesse et aux Sports.

(1) Complément « à ceux qui pourraient croire que, dans un tel conseil, toutes les décisions soient prises par une coalition des membres de droit et des membres associés, il faut dire que la troisième catégorie, composée des membres élus, doit être toujours en nombre au moins égal à la totalité des deux autres, de telle sorte que les usagers puissent avoir la majorité » (« Pas à pas », n° 124-125, mai-juin 1962). Ce qui, si je comprends bien, ne signifie pas que ces membres élus soient représentants du conseil de maison, mais au moins un tiers. Cette précision ne figurait pas dans le texte sur les statuts en ma possession.

Billy Graham m'a parlé...

Il m'a convaincu. Oh ! j'y suis allé sans enthousiasme, avec un préjugé contre la foire que je pressentais : une tente capable de contenir dix mille personnes, des camionnettes publicitaires, des placards dans tous les journaux : « Venez entendre Billy Graham, la Bible parle aux hommes d'aujourd'hui. » Et puis sur tous les murs de Paris cette photo, avec le beau visage gras et franc de Billy : jeune, propre, un peu bovin et le charme viril des publicités pour savonnets parfümés.

Un chœur de vieilles filles

Sous la tente, il y a quatre mille personnes. Billy parle, entouré d'un chœur de vieilles filles tout de blanc habillées. Il est grand, beau, avec une belle voix de basse. Il parle effectivement l'américain, mais à côté de lui se tient le traducteur. Moins beau, plus vieux, plus tassé, sa présence ne jette pas d'ombre sur le charme de Billy. La traduction est admirablement réglée : des mois d'effort sans doute. Le traducteur, le micro sur la cravate, se coule dans la voix de Billy. Il n'imité jamais : il suit son maître, le reprend, le soutient, se hausse à son niveau ou adopte le style de la confidence. Tout est net, rapide : ça claque comme des coups de fouet. Parfait exemple de traduction simultanée.

Le système de Billy Graham est simple mais efficace : il joue sur le complexe de culpabilité, le désespoir, le pessimisme. En bref, il dit ceci : nous sommes tous des pauvres types ; la société est pourrie ; il n'y a pas de solution. Tous damnés, mais il y a une porte de sortie, venez et accourez... Sur tous les registres, il rejoue la même chanson. Intellectuel : « Les plus grands philosophes du monde n'ont pas réussi à expliquer... » (c'est toujours « the biggest in the world »). Ou gentiment bête : « Moi non plus je ne pourrais pas vous expliquer... » Puis il joue avec l'épouvantail de la mort.

Le grand moment

Le terrain est alors préparé : il va rejouer le jugement du Christ. Chacun des juges et des participants est chargé d'un péché où les assistants peuvent se reconnaître : adultère, orgueil, lâcheté, avidité (j'ai connu des riches et des pauvres aussi avides les uns que les autres : « la richesse n'est pas un péché si elle a été bien acquise »), etc. Mais chacun possède sa chance. Et les mêmes mots reviennent : Appel, Venir, s'Approcher.

Et puis arrive le grand moment. C'est génial : Billy demande aux gens de renoncer à leurs péchés, et de le manifester en s'approchant de l'étré. Personne ne bouge. La demande tombe à plat. Va-t-il être ridicule ? Moment d'intense émotion. Billy attend. Rien. Solitude de l'homme.

Billy se penche sur le micro : « Je sais, c'est difficile de traverser la salle, devant les yeux qui vous regardent... Mais le Christ lui aussi... » La voix enfle, tonne dans les micros. Billy rejoue la crucifixion, ses poings enfoncent les clous, il martèle sa paume (bien en face du micro et ça fait pan, pan, on croirait y être). Il s'arrête à bout de souffle. Une douce musique d'orgue emplie la salle. Les gens se mettent en mouvement. Billy le appelle doucement. Quand le défilé prend fin, Billy se fait plus violent : « Il faut choisir maintenant, tout de suite. »

Je sors de là convaincu de l'efficacité de Billy : il offre un admirable spectacle, mis au point par des techniciens de la psychologie des masses. Les resorts et le vocabulaire sont un peu simplistes, mais le spectacle est bref (une heure), net, et parfaitement réglé. Un grand moment sociologique. Du meilleur western.

Otto Hahn

Informations

Le MAPAM et le P.S.U.

Nous avons reçu cette lettre de M. Reuven Arzi, secrétaire politique du MAPAM :

« Permettez-moi de vous exprimer mes remerciements au nom du Présidium du 4^e Congrès du MAPAM, pour les souhaits fraternels que vous nous avez envoyés. Vos souhaits ont été lus à la session plénière et ont occupé une place d'honneur dans notre quotidien « Al Amichmar ».

DAMMARIÉ-LES-LYS :

Pour une démocratie socialiste

Le vendredi 31 mai, à 20 h. 45, dans le local de la salle des fêtes de Dammarie, se déroulera une conférence-débat animée par Jean Poperen, membre du bureau national du P.S.U.

Au cours de ce débat, Jean Poperen évoquera : les perspectives d'une action unie des travailleurs pour la lutte contre le régime ; la conception du Front socialiste proposée par le P.S.U. à toutes les organisations se recommandant du socialisme ; et des conditions à réaliser pour l'avènement d'une véritable démocratie au service des travailleurs, pour une démocratie socialiste.

Nouvelle section à la Croix-Nivert

Un groupe formé d'ouvriers du dépôt de la R.A.T.P. « Croix-Nivert » a été créé le 7 mai 1963. Il est rattaché à la XV^e section. Les camarades sont pleins d'ardeur et vont faire de nouvelles adhésions. Pour tous renseignements, s'adresser à Paul Chollet, secrétaire de la XV^e section, 10, rue Vigée-Lebrun, Paris (15^e).

Solidarité

Les appels de la Commission nationale de Solidarité du P.S.U. ont déjà permis l'envoi de matériel pédagogique, de vêtements et de denrées alimentaires à des établissements scolaires algériens.

Il est souhaitable qu'une telle aide, à laquelle nos camarades algériens sont très sensibles, soit poursuivie de façon continue et se double d'un échange de correspondance entre enseignants et élèves.

Le parrainage direct d'établissements d'enseignement par des fédérations et sections du P.S.U., serait à cet égard particulièrement utile.

Les responsables fédéraux et locaux à la solidarité sont donc invités à faire connaître au plus tôt à la Commission Nationale de Solidarité, 8, rue Henner, Paris (9^e), les moyens qu'ils envisagent de mettre en œuvre pour y parvenir.

Progrès des socialistes hostiles à l'armement atomique en Hollande

Edouard Depreux a écrit, le 17 mai, à mes amis du « Parti Socialiste Pacifiste » à Amsterdam qui nous avaient envoyé un message chaleureux de sympathie au moment de notre congrès :

« Mes chers camarades, Je tiens à vous exprimer, en mon nom personnel et au nom du P.S.U., mes vives félicitations pour les progrès très importants que vous avez réalisés à l'occasion des élections législatives, en passant de 110.499 suffrages à 189.020 et en conquérant 4 sièges au lieu de 2.

Pourriez-vous nous envoyer un rapport détaillé sur les causes de ce succès, les régions dans lesquelles il a été obtenu, etc. ? Tout ce qui vous concerne nous intéresse, en effet, beaucoup. Avez-vous mis l'accent, dans la campagne électorale, sur la lutte contre l'utilisation militaire de l'énergie nucléaire ? »

Ciné-Club Action

Le mardi 23 mai, à 20 h. 45, le Ciné-Club Action présentera au Paris-Ciné, 58, avenue de Saint-Ouen, une grande séance de films cubains inédits : Les douze chaises, Victoire d'un ballet et des actualités cubaines.

Vient de paraître :

SOCIALISME ET PLANIFICATION (II)

N° 25-26 des « Cahiers du C.E.S. »

En vente à T.S. - 2,40 Francs

Marche antiatomique Frontignan-Montpellier

A l'appel du Mouvement contre l'armement atomique (M.C.A.A.), auquel s'étaient joints les groupes de Montpellier du Mouvement de la Paix, de l'Action civique non violente et du Comité catholique diocésain contre la faim, une centaine de manifestants se sont retrouvés dimanche 12 mai pour effectuer une marche silencieuse de Frontignan à Montpellier.

Partis à 6 h. 30 de Frontignan, les « Marcheurs », formés en deux colonnes et précédés d'une voiture portant le titre et l'insigne du M.C.A.A. et sur l'arrière une banderole « Si tu veux la paix, viens la préparer », ont parcouru les 24 kilomètres, portant des pancartes à slogans pacifistes et distribuant des tracts à la traversée des agglomérations. Le cortège des marcheurs de la paix, grossi de nouveaux arrivants à Mireval et au monument de la Madeleine, atteignit l'entrée de Montpellier vers 11 h. 30. Il se heurta dès le rond-point de l'avenue de Toulouse, aux portes de Montpellier, à un cordon de police qui avait été disposé sur toute la largeur de la route. Durant plus d'une demi-heure, cependant que la circulation automobile, très dense sur cet axe routier, était déviée par des voies secondaires, les manifestants ont attendu dans le plus grand calme que les agents leur permettent de franchir le barrage par petits groupes espacés. Ils se sont regroupés ensuite et ont défilé dans la ville jusqu'à la place de la Comédie où les forces de police qui leur avaient interdit l'accès de la place de la Préfecture arrivaient comme l'ordre de dispersion était donné par les organisateurs.

Cette manifestation, la première de cette sorte dans la région, s'est déroulée dans une atmosphère de calme et de sympathie avec la population.

NORD : 9 % des suffrages

A la suite du décès du maire S.F.I.O. de Wattignies, une élection municipale partielle avait lieu le 12 mai.

Notre Parti qui, pour la première fois, présentait un candidat dans cette commune, obtient 9 p. 100 des suffrages, malgré la présence d'un candidat du P.C. et un de la S.F.I.O.

Il reste à continuer le travail entrepris. Nous ne doutons pas que le P.S.U. puisse progresser rapidement à Wattignies.

Bravo à la fédération du Nord !

Le P.S.U. porte-drapeau de la Gauche dans le Haut-Rhin

Des élections ont eu lieu le 19 mai dans le canton de Saint-Amarin : Inscrits : 8.515. Suffrages exprimés : 5.506.

Ont obtenu : Pierre Egler, M.R.P., 3.361, élu ; Kern, U.N.R., 1.890 ; Ehlinger, P.S.U., 255.

Le 10 juin 1961, l'U.N.R. avait été élu au premier tour. Notre camarade Ehlinger avait obtenu 218 voix.

Les Temps Modernes

REVUE MENSUELLE

Mai 1963

T.M. — L'assassinat de Julian Grimau

LE DEBAT SINO-SOVIETIQUE

RENMIN RIBAO. — Les divergences entre le camarade Togliatti et nous. PALMIRO TOGLIATTI. — Ramenons la discussion à ses termes véritables. CLAUDE CADART. — Sur la crise du mouvement communiste international. JEAN DRU. — Chemin le plus court ou voies convergentes.

SIMONE DE BEAUVOIR. — La force des choses (II). GEORGES KANIEWICZ. — Sywia. OTTO HAHN. — L'illusion thématique.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

Le P.S.U. a besoin de vous

Il en a besoin moralement. Il en a besoin matériellement.

Camarades, sympathisants, lecteurs avez-vous fait tout ce qui dépendait de vous pour lui procurer l'aisance qui lui est INDISPENSABLE pour faire face à ses obligations ?

Un certain nombre d'entre vous ont répondu à notre appel. Nous avons besoin du concours de tous et très rapidement.

Que tous ceux qui le peuvent envoient à Maurice KLEIN un engagement de payer volontairement des cotisations mensuelles (37, rue de Trévis, Paris (9^e). C.C.P. 4435-35 Paris).

Il va sans dire que le paiement immédiat des 12 mensualités est accepté. N'attendez plus !

Merci à tous.

Le secrétaire national : Edouard DEPREUX.

Le trésorier national : Maurice KLEIN.

Je soussigné (nom, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, trésorier national du PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ, la somme de :

francs.

Date :

Signature :

Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 22 au 28 mai

IL POSTO

(V.O.)

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre
PRO. 63-40

Semaine du 22 au 28 mai

LES MISFITS

avec Marilyn MONROE
et Clark GABLE

(en version originale)

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Redaction : 8, rue Henner Paris (IX^e)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : FIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesguiche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e. Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois 7,5 F
6 mois 15 F
1 an 28 F
Soutien 50 F

LE RECITAL MARCEL MARCEAU

UNE technique évidente (1), une efficace notion des raccourcis descriptifs, une précision du geste qui montre bien que l'économie des moyens sur une scène n'est pas ennemie du comédien, on ne peut, à propos des spectacles Marceau, s'empêcher d'user d'abondance des adjectifs les plus variés. Les saynètes qui nous sont évoquées — le vol du cerf-volant, la cage, le jugement du tribunal, etc. — appartiennent à sa tradition. Pour ceux, dont je suis, qui ont fait leur apprentissage du théâtre en suivant peu à peu les aventures de Marceau, rien de neuf. Peut-être même un essoufflement.

Le mime tourne à la mimique : le visage ajoute, souligne, charge les expressions corporelles (souvent lourdes) qui devraient essentiellement parler à nos yeux. Nous y voici : une sorte de stéréotypie naît que Marceau contribue à codifier. Il y a une façon de marcher, de courir, une autre de tracer dans l'espace le volume, la surface qui deviendront objet.

Comme l'inspiration de Marceau-Bip s'en tient toujours à l'anecdote poético-littéraire, la limite du genre apparaît. Marceau ne se risque pas plus loin que le divertissement de qualité : jamais son geste ne prétend, tel le « gestus » de Brecht, restituer la réalité sociale.

Rien de plus rien de moins non plus. Quelque chose de bien fait il est vrai, point ennuyeux que ceux qui n'ont jamais vu de spectacle Marceau trouveront intéressant. Les autres risquent d'être un peu déçus.

E. Copermann.

(1) Théâtre de la Renaissance.

MUSIQUE

TANNHAUSER

L'OPERA annonce, sans plus de précisions, la reprise de Tannhauser (1) pour la fin de juin. Il y a bien longtemps que Wagner n'a pas été joué à Paris, c'est pourquoi, malgré la pauvreté du livret qui est du style Dolly plus comtesse de Ségur, il faudra ne pas manquer cette reprise qui sera d'ailleurs chantée en allemand.

Vous irez pour la musique, je préférerais Le Vaisseau fantôme pour premier ouvrage d'initiation, mais ici vous aurez un Wagner qui utilise déjà les leitmotiv.

Le leitmotiv est la représentation musicale d'une chose, le Rhin, le Feu; d'un sentiment, l'Amour, la Vengeance; ou d'un personnage. A l'état simple, c'est, si vous voulez : le petit air de guitare que vous aviez aimé dans le film Le troisième homme, cela et autre chose, naturellement, mais nous en reparlerons.

Vous entendrez l'ouverture qui est célèbre et qui est un exemple remarquable de contrepoint. Le contrepoint est un procédé d'écriture qui consiste à jouer simultanément deux thèmes différents : vous pouvez donc, lors de l'audition, donner la primauté tantôt à l'un, tantôt à l'autre, ou encore écouter l'ensemble, ou même l'ensemble en séparant les deux thèmes.

Cela n'est pas aussi difficile que vous pourriez le penser. Vous irez sans aucune crainte de vous ennuyer bien que Saint-Saëns ait dit lors de la déclaration de guerre de 1914 : « Enfin, nous allons pouvoir dire que Wagner nous ennuit. » Mais vous savez Saint-Saëns !

Le disque de la quinzaine

Ouverture de Tannhauser et Entrée des invités. Le Vaisseau fantôme : Ouverture et Chœur des marins. Le Crépuscule des Dieux : L'Aube, Voyage de Siegfried sur le Rhin, Marche funèbre. Guilde du Disque. MMS 2147. Très bonne gravure, bruit de surface faible. Interprétation et fidélité très honorables.

Disque économique (19 F) et programme bien choisi. Le seul reproche important que l'on puisse lui faire est relatif aux chœurs qui sont un peu maigrés et qui n'ont pas le moelleux que l'on attend d'une chorale allemande. Mais ils chantent peu. C'est en dépit de ce reproche un bon disque.

Pierre Bourgeois.

(1) Il y a à l'Opéra des places pour toutes les bourses, mais il faut louer huit jours à l'avance.

Qu'est-il arrivé à Baby Jane?

de Robert Aldrich



Joan Crawford et Bette Davis.

PLUS qu'un « diabolique suspense » — comme le proclame la bande annonce du film — Baby Jane est d'abord l'histoire d'un cruel règlement de comptes ; une longue partie de « chat et de souris » s'étendant sur plusieurs décades, mais où les notions de bourreau et de victime seraient sujettes à constante révision.

Jane (Bette Davis) a été, aux alentours de 1917, ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui un enfant prodige ; une sorte de Minou Drouet du music-hall dont la grâce déployée sur scène fait place en coulisse — et dans la vie — à un caractère odieusement tyrannique. Vingt ans plus tard, il lui faut pourrir déchanter : c'est sa sœur Blanche (Joan Crawford) qui tient maintenant le devant de la scène. C'est de ses contrats cinématographiques que les deux femmes tirent le plus clair de leurs revenus. Jane n'est plus qu'une cabotine ulcérée que les producteurs engagent à seule fin d'être agréable à Blanche. Mais un accident d'automobile (dont la responsabilité est imputée à Jane) vient briser la carrière de la jeune star. Blanche, à demi paralysée, retombe sous la coupe de sa sœur. C'est alors que véritablement se noue le drame...

Robert Aldrich connaît l'art de mener rigoureusement un récit à son terme. Sa mise en scène, théâtrale au meilleur sens du terme, acquiert ici une singulière efficacité. C'est que, dans un univers limité aux dimensions de la demeure d'une malade, les objets les plus simples deviennent les instruments de la fatalité ; les moindres gestes prennent une valeur symbolique. Le drame y gagne en intensité. Mais, dans Baby Jane, tout est déçu par la perversité rancunière de l'une des protagonistes et par la terreur panique de l'autre. Le corps à corps confus qui oppose les deux sœurs prend vite un tour hallucinatoire et l'aile de la folie ne tarde pas à recouvrir de son ombre cet affrontement à la fois délirant et dérisoire.

Baby Jane est un film aussi dépourvu d'engagement politique qu'un roman de Faulkner. Sur le plan dramatique, c'est une œuvre aussi forte. C'est aussi, sur le plan de l'interprétation, la plus étonnante création de Bette Davis.

Jean-Jacques Vernon.

Livres

LA CORRIDA DES PENDUS

par Stanley ELLIN

NOUS ne connaissons, en France, Stanley Ellin que comme auteur de romans policiers ; on se rappelle (dans la Série Noire) l'excellent A double tour dont Chabrol tira un film discutable, et, chez Fayard, Le huitième cercle de l'enfer. Peut-être La corrida des pendus (1), publié dans une collection « bien », et sous une couverture « noble », amènera-t-il le public à découvrir cet excellent écrivain.

Ben Smith, agent commercial, doit prospecter une affaire à San Stefano — pays imaginaire qui peut être dans les Caraïbes, ou près d'une des côtes de l'Amérique latine. Il s'y trouve mêlé à une chasse à un tableau célèbre, à un racket au mariage, et à une fête populaire locale où des hommes se pendent volontairement, et essaient de couper leur corde avec un couteau — le gagnant étant celui qui reste pendu le plus longtemps, et en sort quand même vivant.

Dans ce roman d'aventures écrit avec rythme et talent, passe souvent le souffle de cet « ailleurs » que les écrivains anglo-saxons trouvent dans le monde de l'Amérique latine, par delà le pittoresque facile ; Ellin marche sur les traces de Lowry, du Bradbury de Manana ou du Bernard Wolfe des Grands fonds.

La corrida des pendus n'est certes pas Au-dessous du volcan, mais la présence obsédante des mythes de la mort et de la création en font plus qu'un banal roman d'aventures. Son exotisme, qui est entièrement imaginaire, ne peut donc être dit frelaté.

Un reproche à l'éditeur français : pourquoi diable indiquer qu'il s'agit du « second » roman de Stanley Ellin ? Pourquoi indiquer qu'il s'agit d'un roman « fantastique » ? Mystère et publicité.

(1) Stock, 11 F.

P.-L. Thirard

Dans les tranchées de Stalingrad

par Victor NEKRASSOV

ENCORE un livre sur la guerre, diront tous ceux que les récits des militaires ne passionnent pas. Pourtant le premier livre de Victor Nekrassov, journaliste soviétique, possède une originalité qui le distingue des nombreux ouvrages soviétiques sur la dernière guerre mondiale. En effet, l'auteur s'attache plus à décrire le comportement des hommes dans la fournaise de Stalingrad qu'à la description et la chronologie de cette grande bataille.

Le 31 janvier 1943, après six mois de combats, le feld-maréchal Paulus, commandant la VI^e armée allemande, capitulait à Stalingrad. Le plus meurtrière bataille de la dernière guerre venait de s'achever et marquait un tournant décisif sur le front de l'Est.

Victor Nekrassov nous montre « Dans les tranchées de Stalingrad » (1) ce que fut cette rude époque. A travers des faits quotidiens, l'auteur nous fait suivre la vie des hommes, leurs réactions devant la peur, leurs désirs de survivre et de vaincre.

Récit profondément humain, certaines pages, par leurs qualités, font penser à l'œuvre de Barbusse, « Le Feu ». On y retrouve la même fraternité des hommes devant l'absurdité de la guerre.

(1) Presses de la Cité.

Marcel Aizertin.

GROS PLAN SUR CHAPLIN

DEMONSTRATIF, anecdotique, dialectique, intimiste, lyrique, polémique, synthétique, négatif, méthodique, contradictoire et changeant, tels sont quelques-uns des traits que « Premier Plan », avec son numéro 28, nous offre de Chaplin. Si « aucun artiste n'épuise la tâche de l'art » comme le dit justement Umberto Barbaro, aucune exégèse ne saurait épuiser la richesse d'une œu-

vre d'art. Il reste que l'étude critique que Barthélemy Amengual consacre à Chaplin, et les témoignages d'écrivains et de poètes qui complètent cette étude constituent une contribution intelligente et utile à la compréhension d'un auteur dont les films se confondent depuis 1914 avec l'histoire du 7^e art.

J.-J. V.

FIN DE FETE

PARIS est sensible aux modes ; il n'y a pas en ce moment de « mode » Torre Nilsson et ce très grand cinéaste argentin (dont La Maison de l'ange et La Main dans le piège ont connu des sorties, sinon imposantes, du moins assez normales) voit sortir Fin de fête dans une salle microscopique du Quartier Latin... Il faut espérer que la modicité de cette parution ne découragera pas les gens : Fin de fête est parfaitement digne de figurer à côté des autres grands films de Torre Nilsson.

L'action se déroule en Argentine en 1935 ; un politicien local domine toute une région, grâce à des méthodes éprouvées, qui se partagent équitablement entre le gangstérisme et la démagogie. Les gens de l'opposition sont tués par la police, qui camoufle les morts en victimes accidentelles de « bagarres de rues » ; la torture règne. Le petit-fils de Barreras, le politicien en question, découvre peu à peu le tissu de violence sur lequel repose l'activité de son grand-père ; il s'en détache progressivement, prend conscience de la nécessité de lutter contre ce despote, et peut finalement assister, avec une joie violente, à la chute du grand patron Martino Barreras.

Pour nous narrer cette version argentine de l'enfance d'un chef, Torre Nilsson use de son style particulier, mélange de violence et de lyrisme plastique. Il nous rend tangible l'évolution de ce jeune bourgeois, simplement désireux d'abord de s'intégrer à sa famille et que son caractère violent pousse à se joindre aux expéditions punitives des sbires de son grand-père. On notera aussi les nuances apportées dans la peinture du personnage de Guastavino, le chef des nerfs de Barreras, qui ne nous est pas présenté comme un « affreux ».

A la fois dur et sensible, refusant toute facilité, Fin de fête est le film d'un grand cinéaste, et aussi un témoignage passionnant sur l'éveil d'une conscience, au milieu des luttes politiques de l'Argentine de 1935.

M. Ranchal.